



Flash Eurobaromètre



Commission
européenne

Quelle Europe ?

La construction européenne vue par les Français

Terrain: 16 – 23 janvier 2006

Publication: mars 2006

Flash Eurobaromètre 178 / TNS Sofres c/o EOS Gallup Europe

Sondage commandité par la Représentation de la Commission européenne en France et coordonné par la Direction Générale de la Communication.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne. Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

I. Introduction.....	2
II. La perception générale de l'Europe.....	4
1. L' « Europe » selon les Français.....	4
2. Identité européenne et / ou identité nationale	7
2.1. Une communauté de valeurs.....	7
2.2. Notion d' « identité européenne ».....	8
2.3. Etre français et/ ou européen.....	10
3. Position vis-à-vis de l'appartenance de la France à l'Union européenne	12
III. La construction européenne: bilan et attentes	14
1. Perception des effets de la construction européenne	14
1.1. Effets de la construction européenne au niveau international.....	14
1.2. Effets de la construction européenne en France	15
2. Attentes des Français à l'égard de la Construction européenne	19
2.1. Implication des Français dans la construction européenne	19
2.2. Coopération au sein de l'Union européenne.....	20
3. Un indiscutable besoin d'information et de débat sur l'Europe	23
3.1. Information sur la construction européenne.....	23
3.2. Modalités d'organisation d'un débat citoyen.....	24
IV. L'avenir de l'Union européenne.....	29
1. Conception de la construction européenne.....	29
2. Le projet de Constitution européenne	30
3. Un futur élargissement	32
3.1. Attitude générale des Français à l'égard du processus d'élargissement.....	32
3.2. Perspectives d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie.....	33
3.3. Perspectives d'adhésion de la Turquie et de la Croatie.....	35
V. Conclusion	38

I. Introduction

Le 29 mai 2005, la France soumettait le traité établissant une Constitution pour l'Europe à un référendum et le « non » l'emportait avec 54,7% des suffrages exprimés. **Un taux de participation de 69,3% soulignait alors l'intérêt marqué des Français pour l'Europe.** La victoire du « non » marquait cependant une rupture avec les précédents référendums sur la construction européenne¹.

Près de huit mois après le rejet du traité, **2001 personnes, constituant un échantillon représentatif de la population française, âgées de 15 ans et plus, ont été amenées à exprimer leur perception de la construction européenne** dans le cadre d'un sondage Eurobaromètre Flash réalisé **entre le 16 et le 23 janvier 2006.**

Le rapport qui suit, commandité par la Représentation de la Commission européenne en France³, présente les résultats de cette enquête au fil de trois chapitres.

Le premier d'entre eux, « La perception générale de l'Europe », analyse la relation des Français au Vieux Continent et s'attache à déterminer quelle est l'image véhiculée par l'Europe au sein de la population française ; si les Français se sentent « européens » et dans quelle mesure. Les composantes de l'identité européenne et de l'identité nationale y sont également analysées, notamment via la notion de communauté de valeurs. Ce chapitre s'achève par une analyse des attitudes vis-à-vis de l'appartenance de la France à l'Union européenne.

Dans un second chapitre « La construction européenne : bilan et attentes », est présentée la perception par les Français des effets de la construction européenne, tant au niveau international qu'au niveau national (notamment dans leur vie quotidienne). Les critiques et les attentes des Français à l'égard de ce processus sont ensuite analysées notamment au regard de la reconstitution de l'option choisie lors du référendum du 29 mai 2005. Enfin, un dernier développement dans ce chapitre est consacré à la façon dont les Français se sentent (mal) informés sur l'Union européenne et aux modalités d'organisation du débat sur l'Europe que les Français semblent appeler de leurs vœux.

¹ Le référendum du 23 avril 1972 au sujet de l'élargissement des Communautés européennes au Royaume-Uni, à l'Irlande, au Danemark et à la Norvège (qui ne ratifiera finalement pas son adhésion) avait enregistré un taux de participation de 60,2% et le « Oui » l'avait emporté avec 68,3% des suffrages exprimés. Lors du référendum du 20 septembre 1992 sur la ratification du Traité de Maastricht, 69,7% des inscrits s'étaient rendus aux urnes et le « Oui » avait gagné avec 51,05% des suffrages exprimés.

² Sondage géré et organisé par la Direction Générale Presse et Communication de la Commission européenne (« Sondages d'opinion, revues de presse, Europe Direct »).

Enfin, **un dernier chapitre se penche sur « L'avenir de l'Union européenne »**. La problématique de la suite à donner au projet de Constitution européenne est suivie par l'analyse de la perspective d'un nouvel élargissement de l'Union européenne à quatre pays (Turquie, Croatie, Bulgarie et Roumanie).

En écho à l'étude post-électorale qui avait été réalisée par l'Eurobaromètre au lendemain de ce qui avait pu être appelé le « séisme » du 29 mai³, le présent rapport opte pour **une mise en relation aussi systématique que possible entre les options de vote reconstituées lors du référendum et les données socio-démographiques** des personnes interrogées.

* * * * *

³ Pour l'analyse détaillée du scrutin du 29 mai, voir l'Eurobaromètre Flash 171 « La Constitution européenne : sondage post-référendum en France » (http://europa.eu.int/comm/public_opinion/flash/fl171_fr.pdf).

II. La perception générale de l'Europe

Cette première partie du rapport analyse la relation des Français à l'Europe en général. Nous examinerons en particulier les associations spontanées qu'évoque le mot « Europe » chez les Français. Nous verrons ensuite les éléments qui fondent l'identité européenne des Français, notamment au travers d'une analyse socio-démographique des résultats. Cette analyse de l'identité européenne se poursuivra par des observations sur la façon dont les personnes interrogées articulent leurs identités française et européenne. Nous analyserons enfin les positions des répondants vis-à-vis de l'appartenance de la France à l'Union européenne.

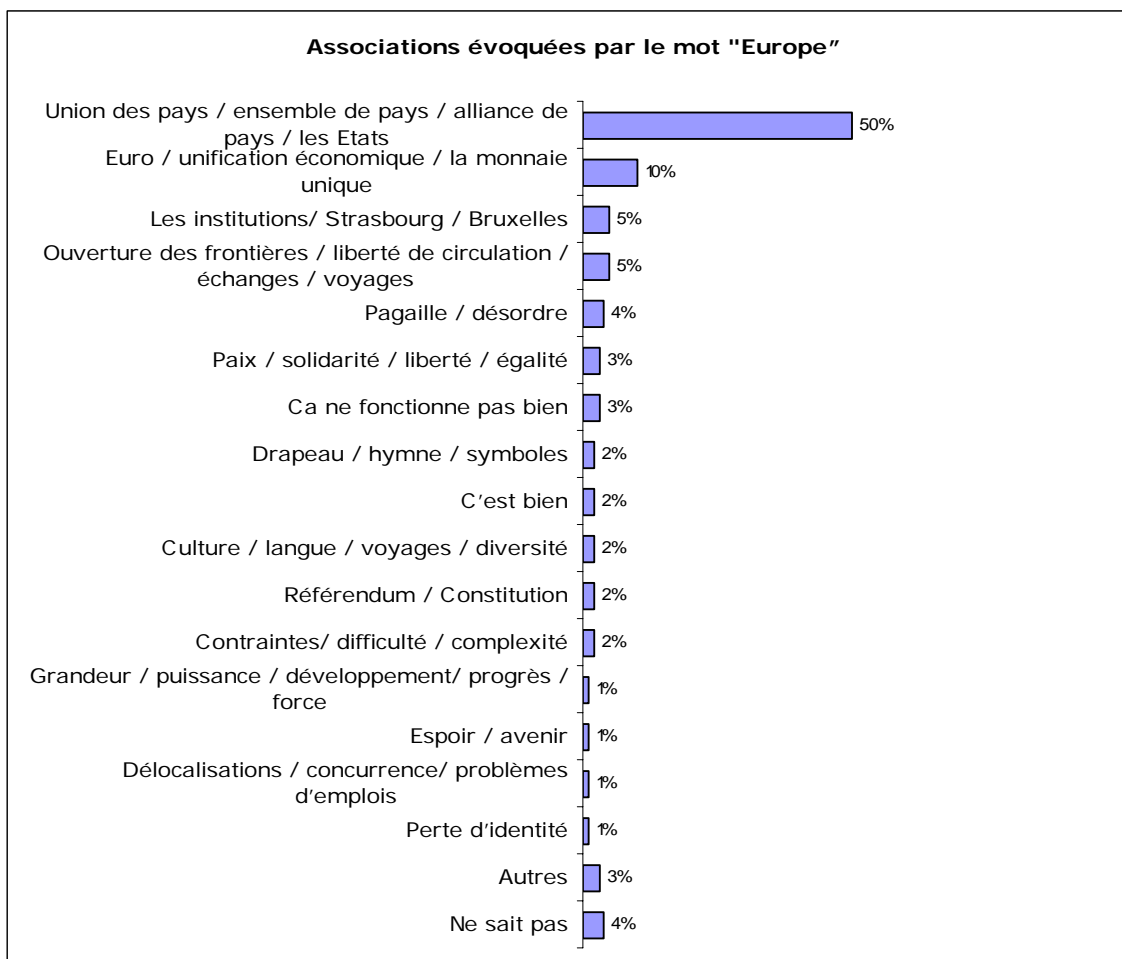
1. L' « Europe » selon les Français

Source questionnaire : Q.1

- L' « Europe » avant tout une union de pays -

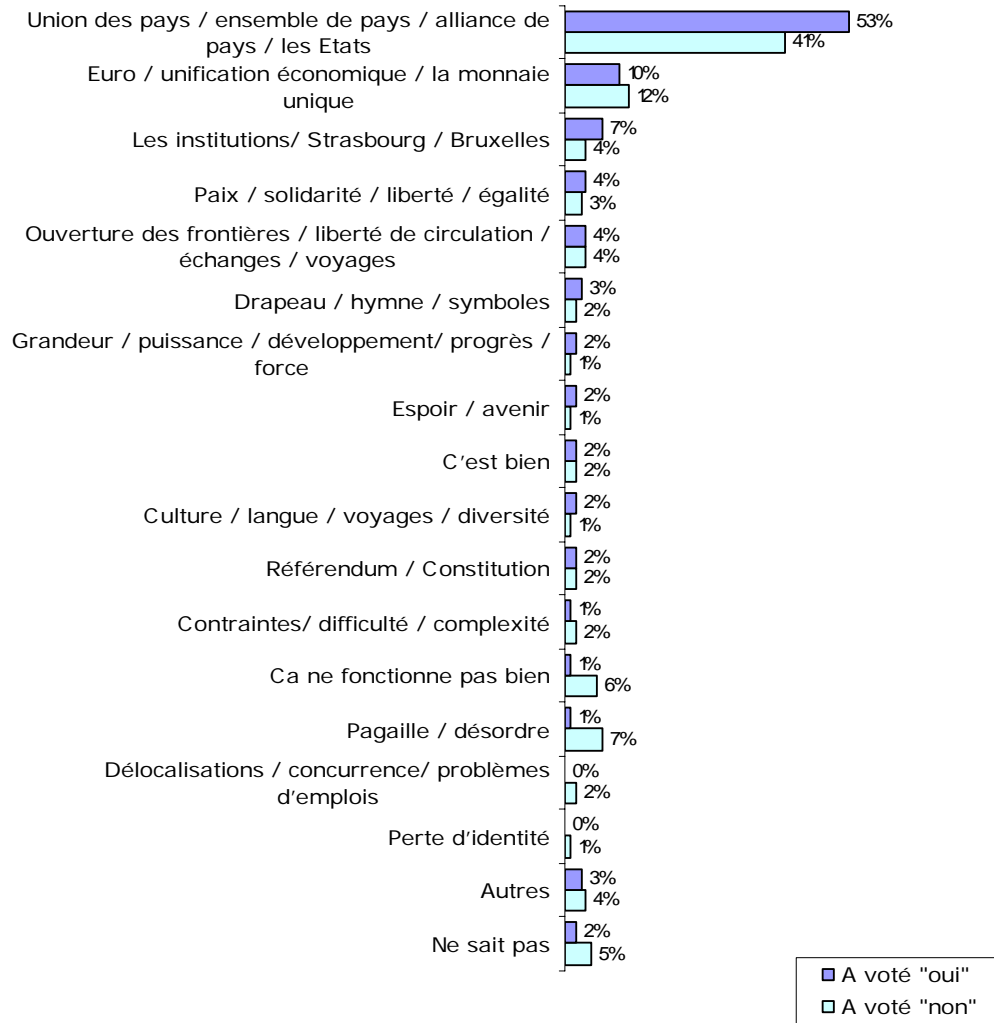
Les personnes interrogées par la Sofres ont d'abord été amenées à réagir spontanément à l'évocation du mot « Europe ». Lorsqu'ils entendent ce mot, **50% des Français disent penser en premier lieu à une union ou une alliance de pays**. Cet aspect dépasse très nettement tous les autres en termes de citations. En deuxième position, nous retrouvons la monnaie unique que 10% des Français associent spontanément à l'Europe. Les institutions européennes (et leur localisation géographique) arrivent quant à elles en troisième position avec seulement 5% de citations, au même niveau que les citations liées à l'ouverture des frontières et à la liberté de circulation.⁴

⁴ Q.1. Lorsque vous entendez le mot "Europe", à quoi pensez-vous en premier ? Et à quoi d'autre ?



D'un point de vue socio-démographique, on notera principalement **que les 15-24 ans (66%) sont davantage enclins à associer l'Europe à une union de pays que leurs aînés (49% auprès des 45-54 ans)**. De même, lorsqu'on examine les réponses données à cette question à la lumière des résultats du référendum du 29 mai 2005, il apparaît que les Français qui se sont prononcés en faveur de la Constitution évoquent plus volontiers une union des pays (53%) que leurs concitoyens qui se sont opposés à celui-ci (41%).

Associations évoquées par le mot "Europe"



2. Identité européenne et / ou identité nationale

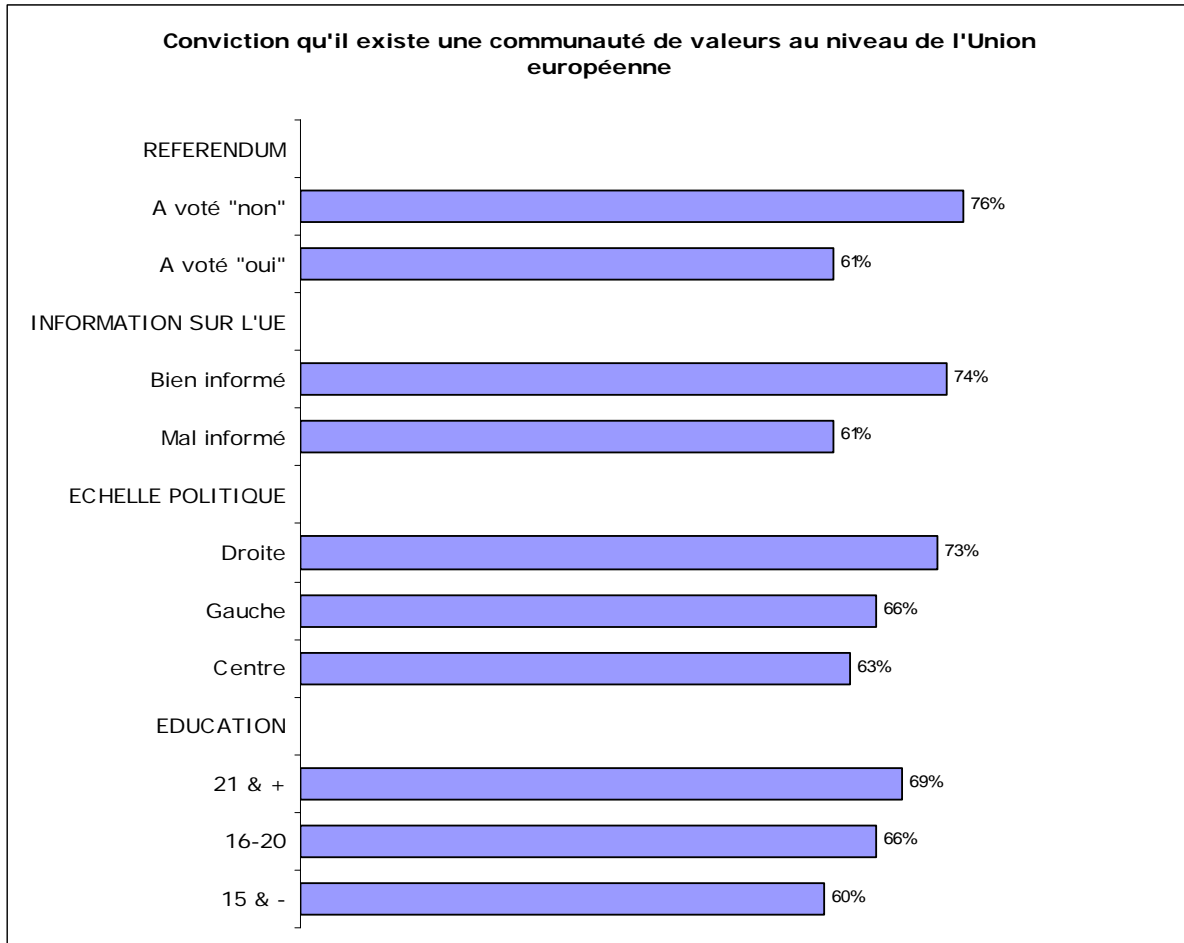
2.1. Une communauté de valeurs

Source questionnaire : Q.4.9

- Les pays de l'Union européenne possèdent des valeurs communes qui les distinguent du reste du monde -

Les Français s'accordent sur le fait que **les pays de l'Union européenne possèdent des valeurs communes qui les distinguent du reste du monde (66%)**. Ce sentiment prédomine au sein des partisans du traité (76%). Les Français qui ont voté « non » sont en effet moins nombreux à émettre ce jugement (61%). En outre, cette conviction est davantage répandue parmi les répondants qui se disent de droite (76%) que parmi les répondants de gauche (66%). Les Français qui ont poursuivi leurs études au-delà de l'âge de 21 ans (69%) et qui s'estiment bien informés sur l'Union européenne (74%) sont également plus disposés à envisager une communauté de valeurs.⁵

⁵ Q4.9. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ? Les pays de l'Union européenne possèdent des valeurs communes qui les distinguent du reste du monde.



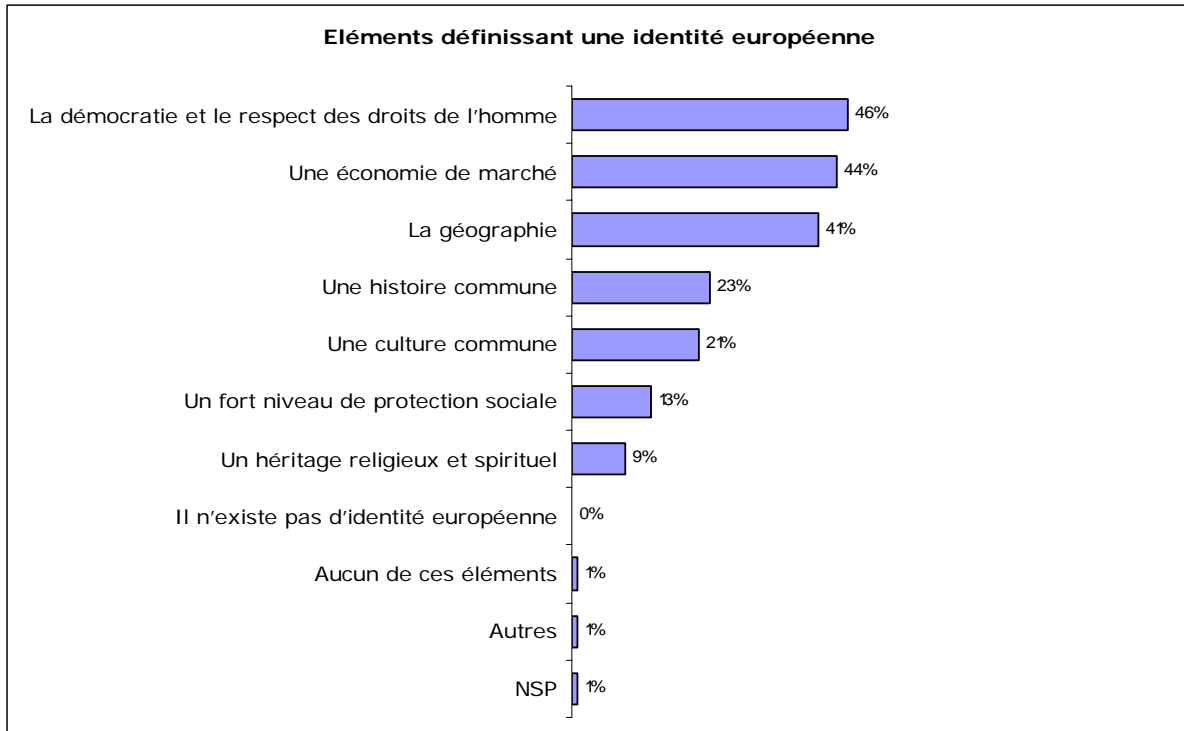
2.2. Notion d' « identité européenne »

Source questionnaire : Q.3

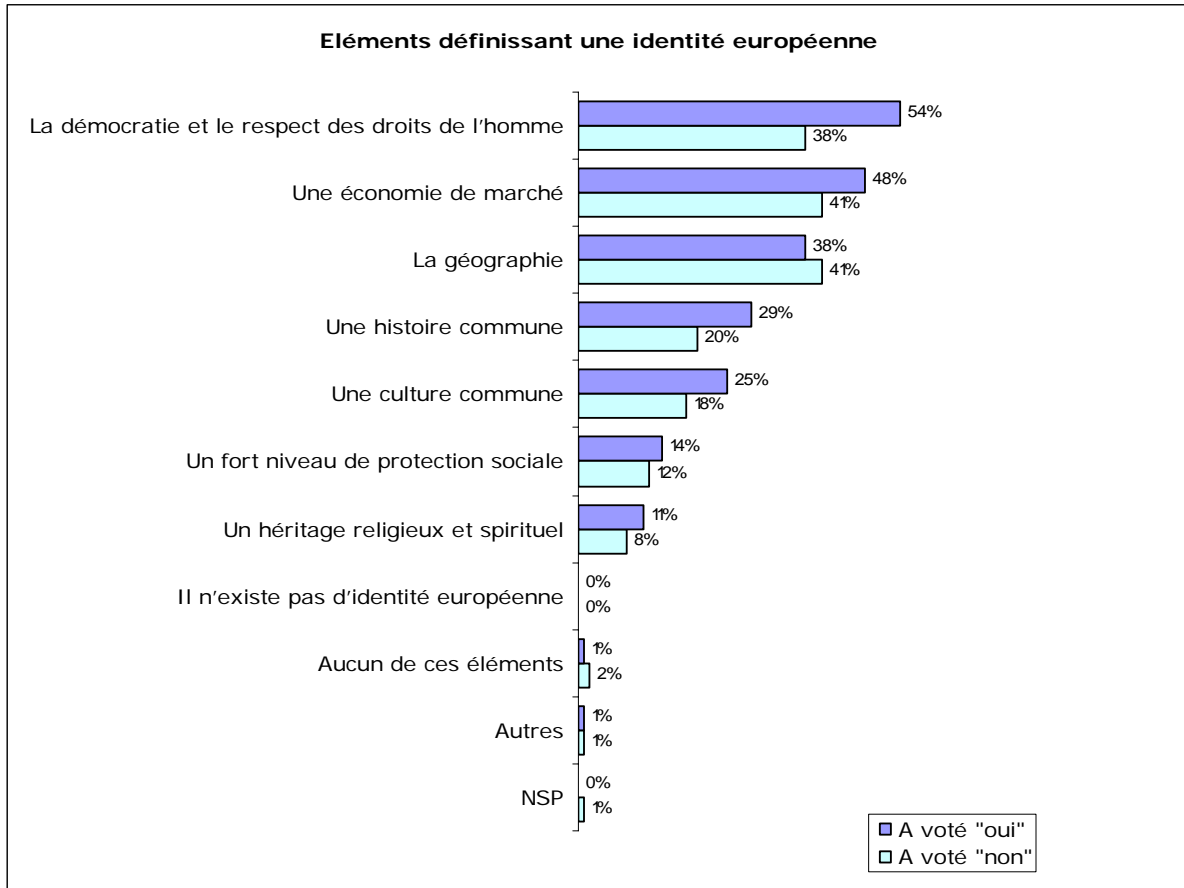
- La démocratie et le respect des droits de l'homme : des éléments clés de l'identité européenne (46%), suivis de près par l'économie de marché (44%) -

Les réponses fournies par les personnes interrogées permettent de préciser la nature du lien qui unit les citoyens européens et de définir la notion d' « identité européenne ». Selon les Français, **les éléments clés qui définissent cette identité sont la démocratie et le respect des droits de l'homme (46%), une économie de marché (44%) et la géographie (41%)**. En outre, cette identité serait le fait d'une histoire commune (23%), d'une culture commune (21%), et dans une moindre mesure d'un héritage religieux et spirituel (9%).⁶

⁶ Q3. Selon vous, qu'est-ce qui définit aujourd'hui le mieux l'identité européenne ? Une histoire commune / La géographie / La démocratie et le respect des droits de l'homme / Une économie de marché / Un fort niveau de protection sociale / Un héritage religieux et spirituel / Une culture commune / Autres / Aucun de ces éléments / Il n'existe pas d'identité européenne.



Au sein de la population française, **les 15-24 ans (52%) et les plus de 50 ans (51%) identifient plus souvent la démocratie et le respect des droits de l'homme comme étant des éléments déterminants de cette identité que les répondants qui se situent dans des catégories d'âge intermédiaires**. De même, les Français de gauche (50%) sont plus nombreux à souligner cet aspect de l'identité européenne que les Français de droite (42%). Par ailleurs, les répondants tendent à faire d'autant plus volontiers référence à une histoire et une culture communes qu'ils ont suivi de longues études (respectivement 31% et 23% chez ceux qui ont poursuivi leurs études au-delà de l'âge de 20 ans, contre 10% et 15% chez ceux qui les ont arrêtées avant l'âge de 16 ans). Enfin, les partisans du « oui » accordent plus importance aux éléments de définition qui ont trait à la démocratie et au respect des droits de l'homme (+16 points de pourcentages par rapport à la moyenne) et à une économie de marché (+7 points).



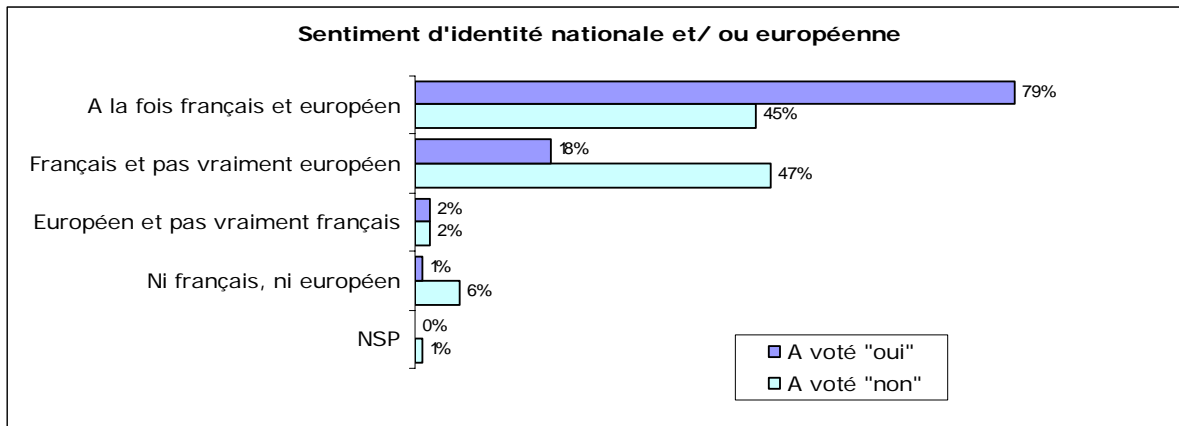
2.3. Etre français et/ ou européen

Source questionnaire : Q.2

- 60% des Français se sentent à la fois français et européens -

Nous l'avons vu plus haut, les Français ne remettent pas en cause l'existence d'une identité européenne. Il s'agit à présent de déterminer dans quelle mesure ils se sentent « européens ». D'après leurs réponses, **une majorité de Français se sentent « à la fois français et européens » (60%)**. En revanche, un tiers d'entre eux affirment une identité d'abord nationale (33% choisissent plutôt l'option « français et pas vraiment européens »). Parmi les catégories socio-démographiques les plus enclines à ressentir une double identité, nationale et européenne, on retrouve les 15-24 ans (65%) et les plus de 55 ans (64%), mais aussi les Français qui ont poursuivi leurs études au-delà de l'âge de 21 ans (67%) et les habitants des grandes villes (63%). Les Français qui ont soutenu le projet de Constitution se sentent avant tout « français et européens » (79%), tandis que ceux qui ont rejeté ce projet

sont partagés entre leur attachement à une identité essentiellement nationale (47%) et à un sentiment d'appartenance à la fois à la France et à un plus large ensemble (45%).⁷



Ces derniers résultats doivent être rapprochés des résultats d'une autre question : **31% des Français interrogés estiment que la construction européenne représente une menace pour leur identité, tandis que 67% pensent le contraire.** La crainte d'une perte d'identité est davantage répandue parmi les Français dont la sensibilité politique se situe à droite (40%). L'âge, le niveau d'études, la connaissance de l'Union européenne ainsi que le lieu de résidence des répondants semblent également influencer sur cette perception. En effet, les Français qui se situent dans les catégories d'âge les plus élevées (38% des plus de 55 ans), qui ont arrêté leurs études de façon précoce (41%) et disposent de peu d'information sur l'Union européenne (34%) sont les répondants qui font le plus souvent état de cette menace identitaire. Cette perception des effets de la construction européenne est également plus couramment exprimée par les répondants qui résident en milieu rural (35%). Enfin, les Français qui se sont opposés au projet de Constitution lors du référendum du 29 mai 2005 perçoivent de façon plus aiguë cette menace (43%) que ceux qui ont soutenu le projet de Constitution (17%).⁸

⁷Q2. Aujourd'hui, diriez-vous que vous vous sentez...? français et pas vraiment européen / à la fois français et européen / européen et pas vraiment français / ni français, ni européen.

⁸ Q4.5. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ? La construction européenne est une menace pour notre identité.

3. Position vis-à-vis de l'appartenance de la France à l'Union européenne

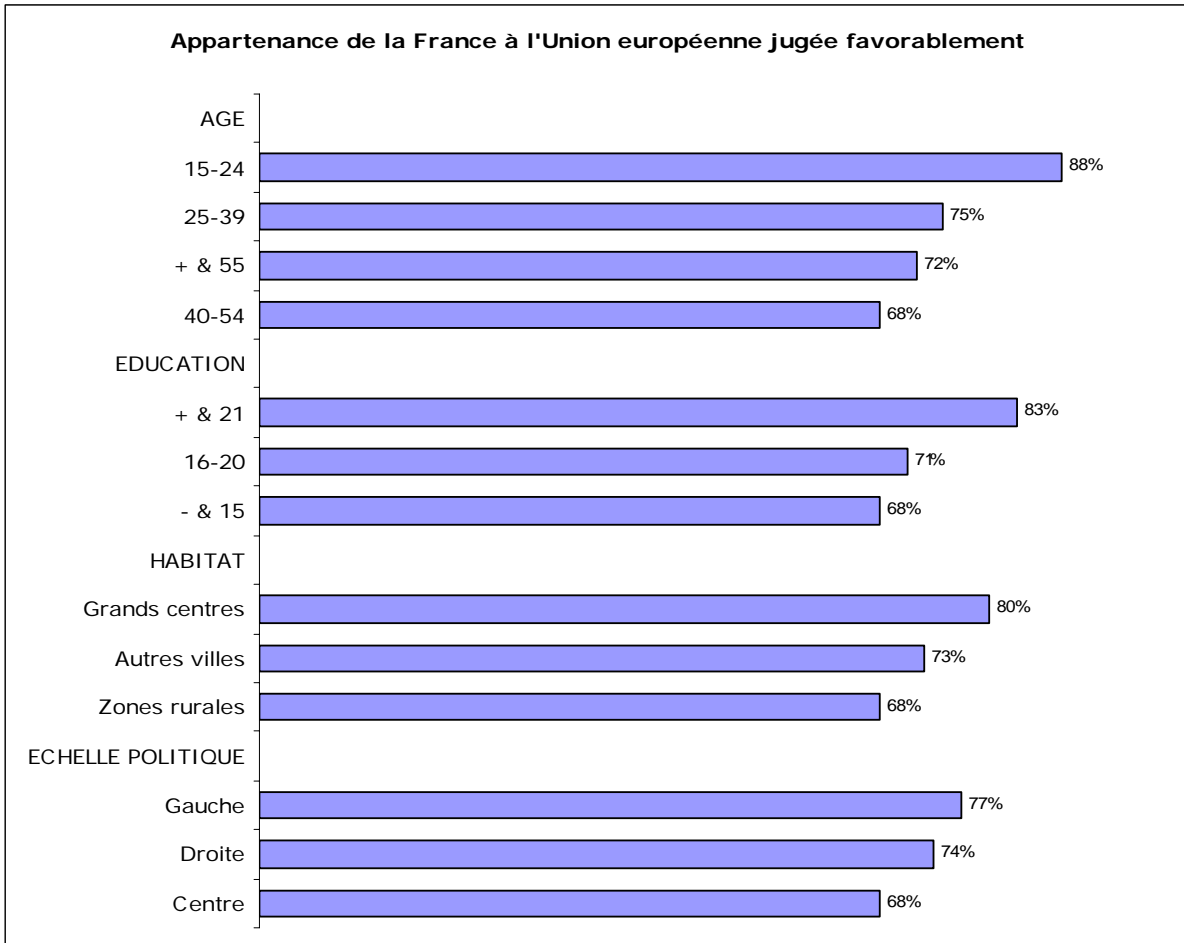
Source questionnaire : Q.4.1

***- La France dans l'Union européenne :
une bonne chose pour trois Français sur quatre -***

Après s'être positionnés en tant qu'individus vis-à-vis de l'Europe, les répondants ont été invités à s'exprimer quant à l'appartenance de la France à l'Union européenne. Ainsi, **une majorité de Français se disent tout à fait ou plutôt d'accord avec l'idée selon laquelle l'appartenance de la France à l'Union européenne est une bonne chose (75%)**. Cette opinion est soutenue plus vivement par les Français qui se sont prononcés en faveur de l'adoption du traité établissant une Constitution pour l'Europe (92%) que par leurs compatriotes qui ont choisi de s'y opposer, mais une nette majorité partage tout de même cet avis dans leurs rangs (58%). En d'autres termes, **la majorité des électeurs du « non » ne remettent pas en cause l'appartenance de leur pays à l'Union.**⁹

Les répondants qui, au sein des catégories socio-démographiques, jugent le plus favorablement l'appartenance de la France à l'Union européenne sont les 15-24 ans, les Français qui ont poursuivi leurs études au-delà de l'âge de 21 ans, les citadins et les Français dont la sensibilité politique se situe à gauche.

⁹ Q4.1. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ? Au total, l'appartenance de la France à l'Union européenne est une bonne chose.



III. La construction européenne: bilan et attentes

Cette partie du rapport s'attachera dans un premier temps à analyser la perception qu'ont les Français des effets de la construction européenne au niveau international et sur leur vie quotidienne. Nous aborderons ensuite les critiques et attentes des Français à l'égard de la construction européenne. Enfin, au travers d'une analyse portant sur l'intérêt que les Français portent à un projet de débat sur la construction européenne, nous aborderons successivement la façon dont les Français se sentent informés sur l'Union européenne et quelles sont leurs perceptions des modalités d'organisation d'un débat citoyen.

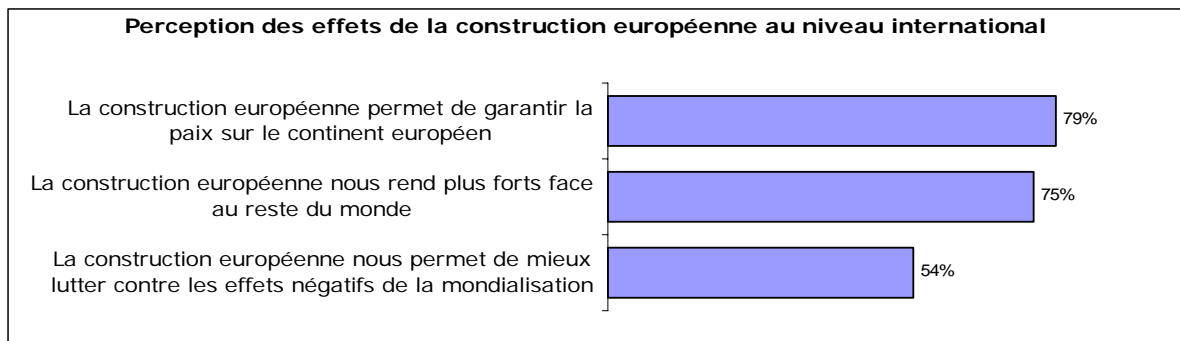
1. Perception des effets de la construction européenne

1.1. Effets de la construction européenne au niveau international

Source questionnaire : Q.4.2, 4 & 6

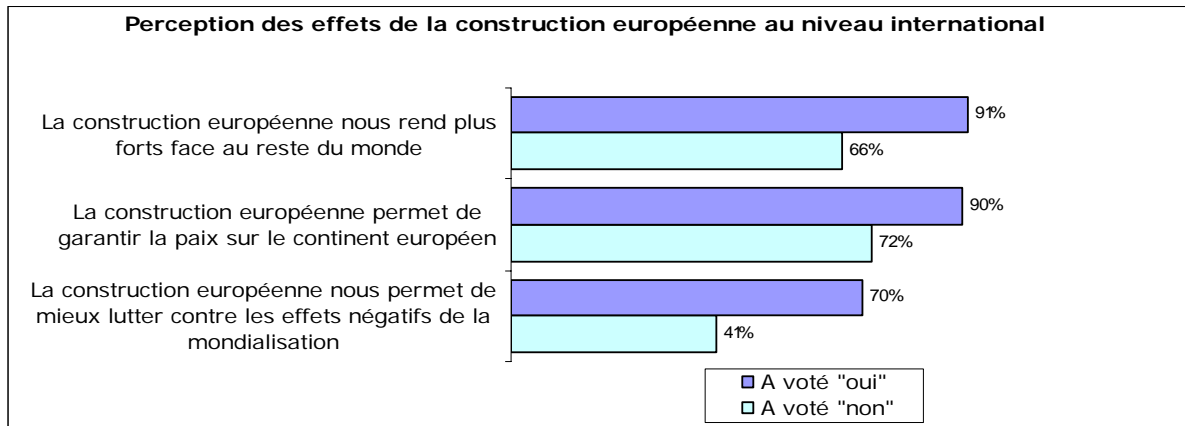
- La construction européenne, gage reconnu de paix et de puissance, convainc plus difficilement en matière de lutte contre les effets négatifs de la mondialisation -

Les Français estiment que la construction européenne a des effets positifs au niveau international : elle permet à la fois de garantir la paix sur le continent européen (79%), de rendre l'Europe plus forte face au reste du monde (75%) et de mieux lutter contre les effets négatifs de la mondialisation (54%).¹⁰



D'une manière générale, **les partisans du traité sont davantage convaincus que les électeurs du « non » que la construction européenne a des effets politiques ou économiques positifs au niveau international** (entre 18 et 29 points d'écart enregistrés).

¹⁰ Q4.2, 4 & 6. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ? La construction européenne permet de garantir la paix sur le continent européen / La construction européenne nous rend plus forts face au reste du monde / La construction européenne nous permet de mieux lutter contre les effets négatifs de la mondialisation.



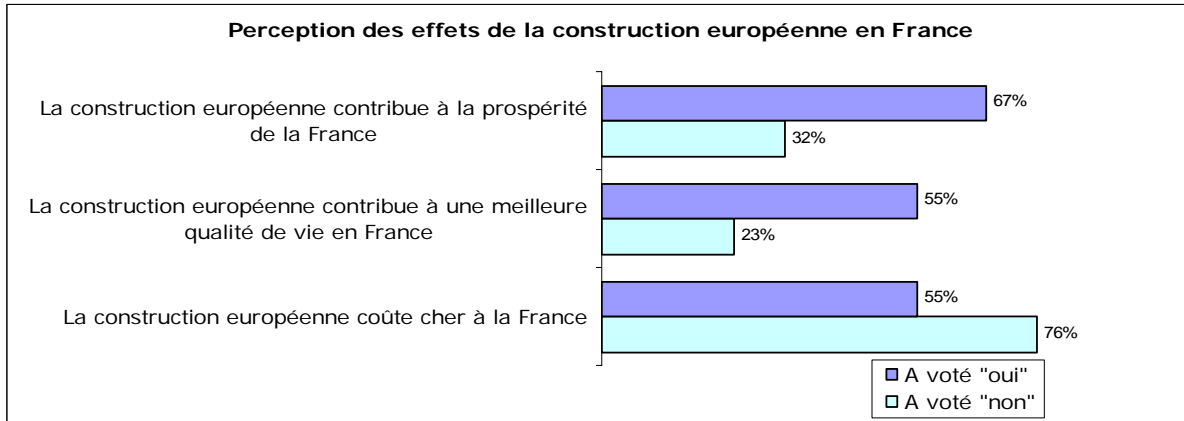
1.2. Effets de la construction européenne en France

Source questionnaire : Q.4.3, 7 & 15

- La construction européenne coûte cher à la France (66%) mais contribue également à la prospérité du pays (49%) -

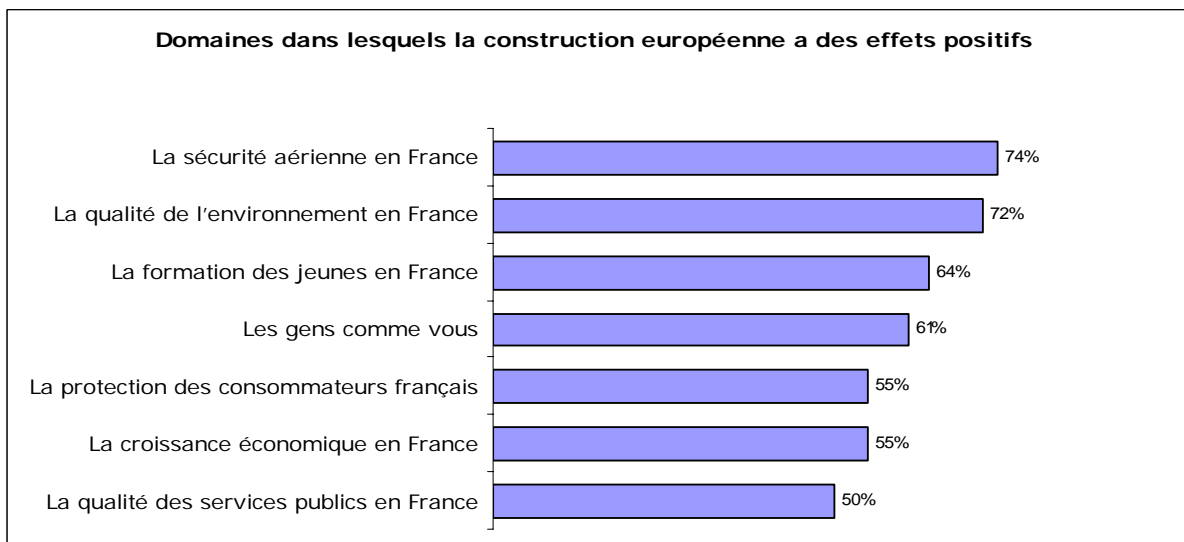
Une majorité de Français pensent que la construction européenne coûte cher à la France (66%) et qu'elle ne contribue pas à une meilleure qualité de vie dans le pays (58%). Les répondants sont plus partagés en ce qui concerne la prospérité de la France (49% jugent que la construction européenne y contribue, contre 48% qui pensent le contraire). Au sein de la population française, les 15-24 ans jugent plus favorablement l'influence de la construction européenne en termes de prospérité (61%) et de qualité de vie (50%) que leur aînés (entre 45 et 48% et entre 34 et 39%, respectivement). Dans les milieux ruraux, les Français avancent plus souvent l'opinion selon laquelle la construction européenne coûte cher à la France (72% contre 62% dans les grands centres et 77% dans les autres villes) et sont moins enclins à considérer que la construction européenne a un effet positif sur la qualité de vie (35% contre 42% dans les grands centres et 37% dans les autres villes). Enfin, les Français qui se sont prononcés en faveur du traité le 29 mai 2005 sont davantage convaincus que la construction européenne contribue à la prospérité de la France (solde de +35 points par rapport aux électeurs du « non ») et à une meilleure qualité de vie en France (+32 points). Les partisans du « non » soulignent quant à eux plus fortement le coût de la construction européenne (+21 points).¹¹

¹¹ Q.4.3, 7 & 15. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ? La construction européenne coûte cher à la France / La construction européenne contribue à la prospérité de la France / La construction européenne contribue à une meilleure qualité de vie en France.



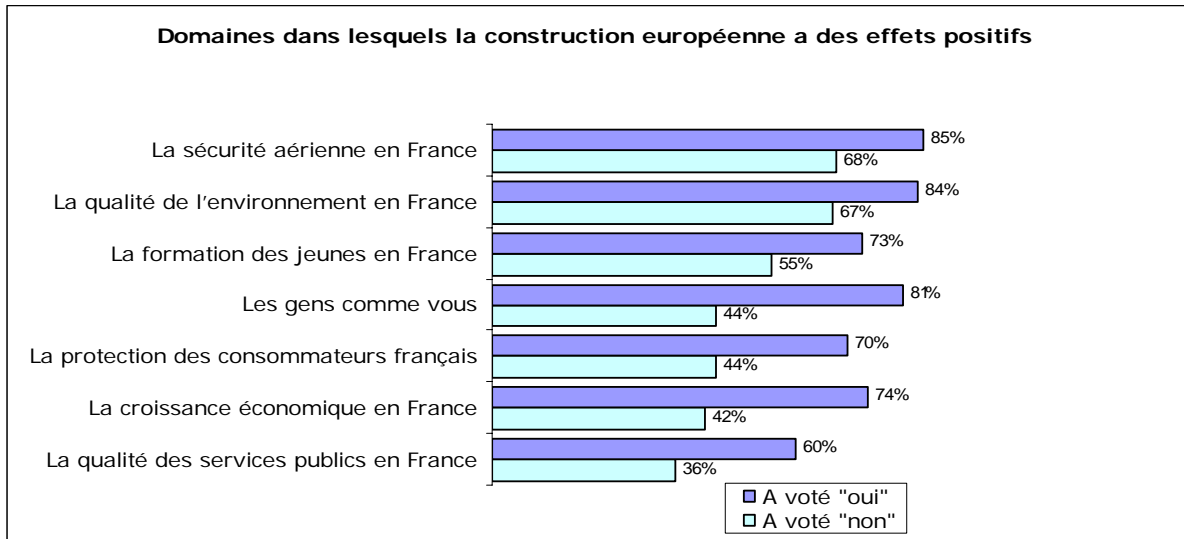
- La construction européenne : un atout majeur pour la qualité de l'environnement en France (72%) -

En dépit de leur lecture critique des effets de la construction européenne en termes de coût, de qualité de vie et de prospérité en France, **les Français sont très nombreux à penser que la construction européenne exerce une influence positive dans un certain nombre de domaines très variés**, à savoir: la sécurité aérienne (74%), la qualité de l'environnement (72%), la formation des jeunes (64%), la population d'une manière générale (61%), la protection des consommateurs (55%), la croissance économique (55%) et la qualité des services publics (50%).¹²



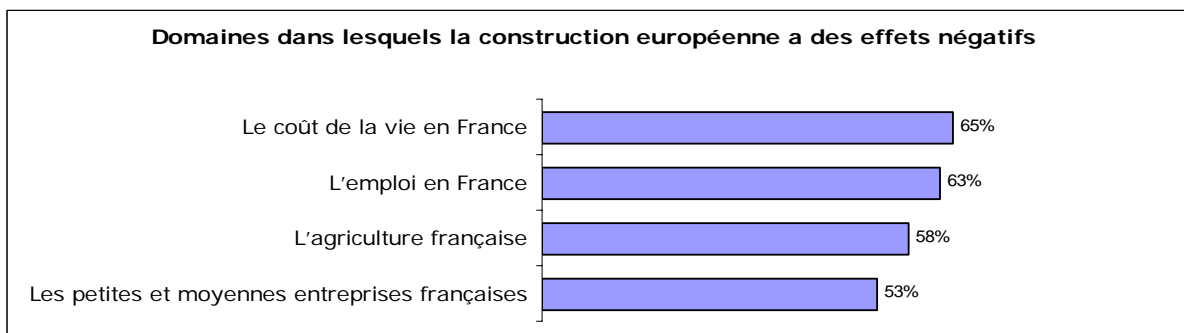
¹² Q5.1-2, 5-7 & 9-11. Pensez-vous qu'aujourd'hui, la construction européenne est une chose très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise pour...? Les gens comme vous ; La croissance économique en France ; La protection sociale en France ; La protection des consommateurs français ; La qualité des services publics en France ; La sécurité aérienne en France ; La qualité de l'environnement en France ; La formation des jeunes en France.

Les Français qui ont voté « oui » jugent nettement plus favorablement l'impact de la construction européenne pour chacun des domaines cités ci-dessus que les Français qui ont opté pour le rejet du traité constitutionnel.



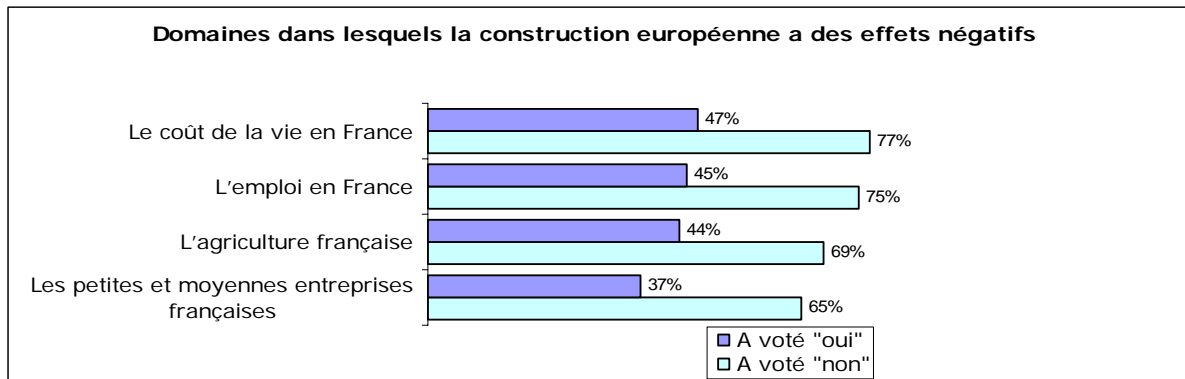
- La construction européenne a des effets négatifs sur le coût de la vie (65%), l'emploi (63%), l'agriculture (58%) et les PME (53%) -

A l'inverse, les répondants observent que **la construction européenne génère des effets négatifs en ce qui concerne le coût de la vie (65%) et la situation de l'emploi (63%), mais aussi dans le domaine de l'agriculture (58%) et la compétitivité des petites et moyennes entreprises (53%)**. Il convient de rappeler ici que la France est la principale bénéficiaire de la politique agricole commune et qu'il s'agit du premier poste budgétaire de l'Union.¹³



¹³ Q5.3-4, 8, 12. Pensez-vous qu'aujourd'hui, la construction européenne est une chose très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise pour...? Le coût de la vie en France ; L'emploi en France ; L'agriculture française ; Les petites et moyennes entreprises françaises.

Une majorité de partisans du projet de Constitution sont convaincus que la construction européenne est une bonne chose, en France, en ce qui concerne les petites et moyennes entreprises (56%), l'emploi (50%), le coût de la vie (50%) et l'agriculture (50%). Cependant, l'importance des opinions contraires dont font état les Français qui ont voté « non » infléchit les résultats globaux des questions formulées à ce sujet.



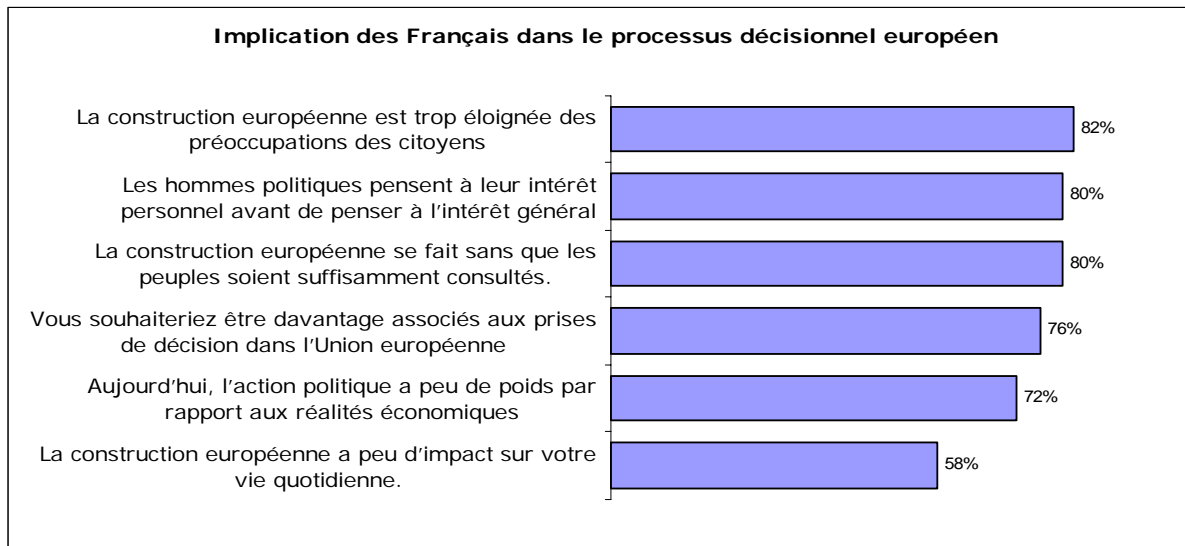
2. Attentes des Français à l'égard de la Construction européenne

2.1. Implication des Français dans la construction européenne

Source questionnaire : Q.11.1-5 & 8

- Une volonté d'action concrète : les Français reprochent à la construction européenne son éloignement et son faible impact sur leur vie quotidienne -

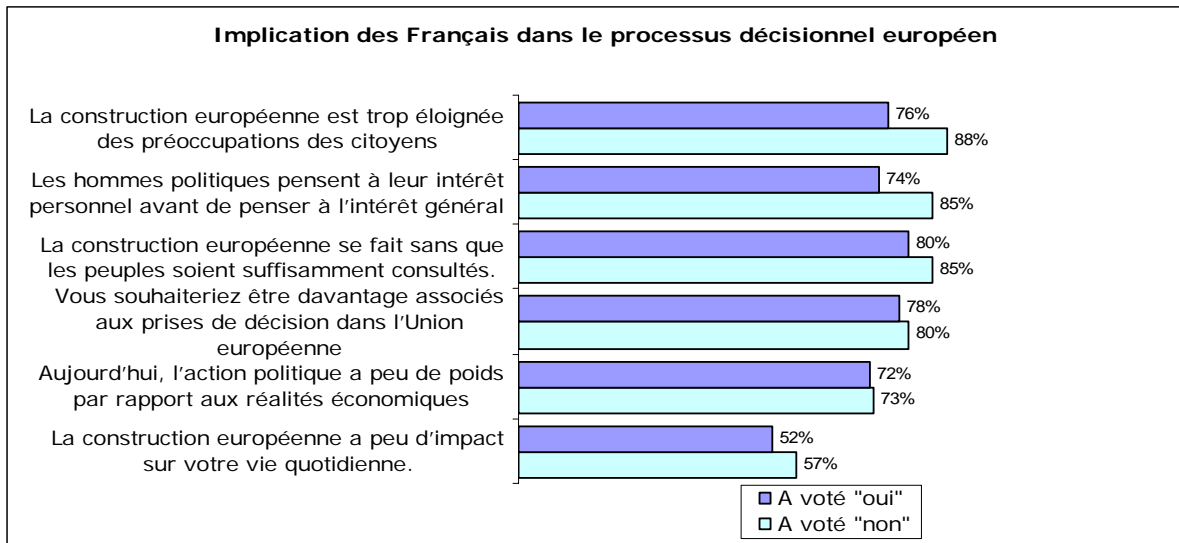
Dans un contexte marqué par une certaine défiance vis-à-vis du personnel politique dans son ensemble (4 Français sur 5 jugent que les hommes politiques pensent à leur intérêt personnel avant de penser à l'intérêt général), les sondés estiment que la construction européenne est trop éloignée des préoccupations des citoyens (82%) et qu'elle a peu d'impact sur leur vie quotidienne (58%). **Ils souhaiteraient être davantage associés aux prises de décision dans l'Union européenne (76%)**, bien qu'ils considèrent qu'aujourd'hui, l'action politique a peu de poids par rapport aux réalités économiques (72%).¹⁴



Les Français qui ont choisi de rejeter le projet de Constitution, qui tendent à se montrer les plus critiques sur les hommes politiques en général, sont ceux qui ont le plus le sentiment que la construction européenne est trop éloignée des préoccupations des citoyens (+12 points de différence avec les partisans du

¹⁴ Q11.1-5 & 8. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ? La construction européenne se fait sans que les peuples soient suffisamment consultés / La construction européenne est trop éloignée des préoccupations des citoyens / La construction européenne a peu d'impact sur votre vie quotidienne / Aujourd'hui, l'action politique a peu de poids par rapport aux réalités économiques / Les hommes politiques pensent à leur intérêt personnel avant de penser à l'intérêt général / Vous souhaiteriez être davantage associés aux prises de décision dans l'Union européenne.

« oui »). Ils semblent également davantage regretter un déficit de consultation des populations dans le processus décisionnel européen (+5 points).



2.2. Coopération au sein de l'Union européenne

Source questionnaire : Q.7.1-15

- L'Union européenne, atout pour la recherche et l'innovation technologique mais un certain scepticisme pour la lutte contre le chômage -

Lorsqu'on leur demande d'envisager les effets d'une coopération au sein de l'Union européenne, les Français disent que cette coopération peut permettre de résoudre de nombreux problèmes qui dépassent les frontières nationales. Entre autres, cette coopération est vue positivement dans les domaines de la recherche et de l'innovation technologique (88%), la protection de l'environnement (82%), la lutte contre le terrorisme (82%), le commerce international (80%), l'aide aux pays les plus pauvres (79%), la politique étrangère et la défense (77%), la formulation de réponses aux questions énergétiques (76%) et la qualité de l'enseignement (70%). Aux yeux des sondés, elle devrait également permettre de mieux lutter contre l'immigration clandestine (66%), de mieux protéger les consommateurs (66%) et d'accroître la compétitivité des entreprises (65%).¹⁵

¹⁵ Q7.1-15. Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que la coopération au sein de l'Union européenne peut permettre de mieux résoudre les problèmes ? La politique étrangère et la défense / Le commerce international / La compétitivité des entreprises / La protection des consommateurs / La lutte contre l'insécurité / La lutte contre le terrorisme / La lutte contre le chômage / La protection de l'environnement / La qualité des services publics / L'aide aux pays les plus pauvres / Les questions énergétiques / La lutte contre l'immigration clandestine / L'intégration des immigrés non européens / La recherche et l'innovation technologique / La qualité de l'enseignement.

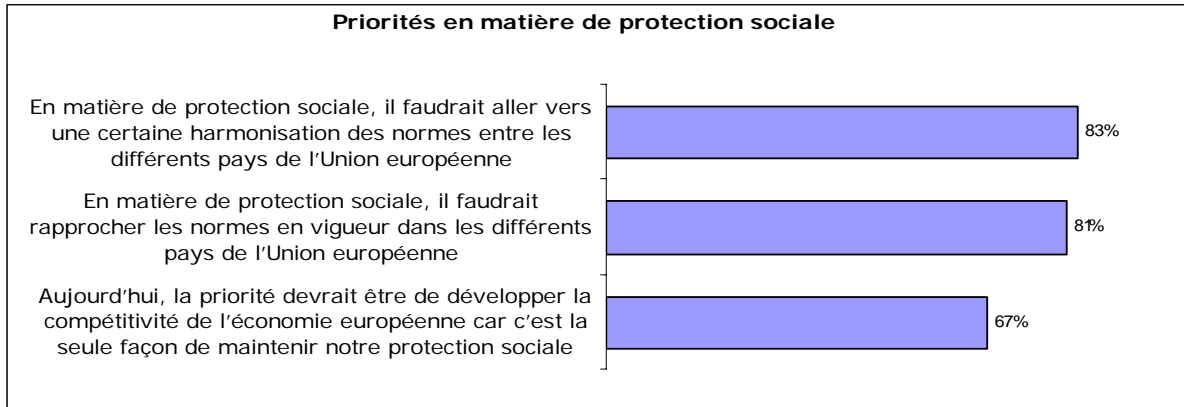


- Plus de 80% des Français en faveur d'une harmonisation des normes de protection sociale -

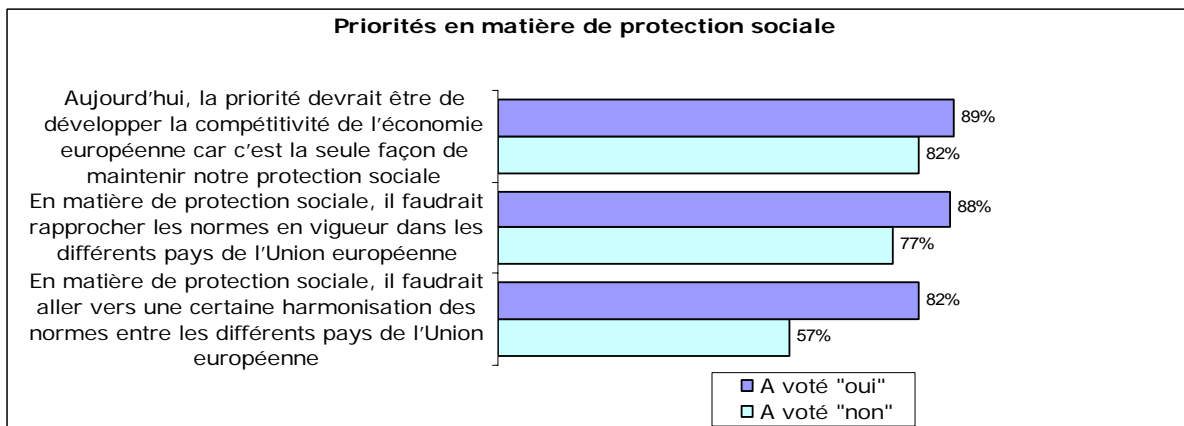
De plus, on notera que deux Français sur trois se disent d'accord avec l'idée selon laquelle aujourd'hui, la priorité devrait être de développer la compétitivité de l'économie européenne car c'est la seule façon de maintenir notre protection sociale (67%).¹⁶ Ils estiment par ailleurs très largement qu'en matière de protection sociale, **il faudrait aller vers une certaine harmonisation des normes entre les différents pays de l'Union européenne ou du moins rapprocher les normes en vigueur (83% et 81%, respectivement).**¹⁷

¹⁶ Q4. 11. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ? Aujourd'hui, la priorité devrait être de développer la compétitivité de l'économie européenne car c'est la seule façon de maintenir notre protection sociale.

¹⁷ Q4. 11-13. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ? En matière de protection sociale, il faudrait rapprocher les normes en vigueur dans les différents pays de l'Union européenne / En matière de protection sociale, il faudrait aller vers une certaine harmonisation des normes entre les différents pays de l'Union européenne / Aujourd'hui, la priorité devrait être de développer la compétitivité de l'économie européenne car c'est la seule façon de maintenir notre protection sociale.



Les Français qui ont fait le choix du « non » apparaissent moins enclins à soutenir ces options, et principalement l'option selon laquelle il faudrait aller vers une certaine harmonisation (25 points d'écart selon le comportement électoral du 29 mai).



Ces résultats montrent clairement que **la grande majorité des Français considèrent que la mise en commun des moyens au sein de l'Union est susceptible de trouver des solutions efficaces à des problèmes qui dépassent bien souvent le simple cadre national.**

3. Un indiscutable besoin d'information et de débat sur l'Europe

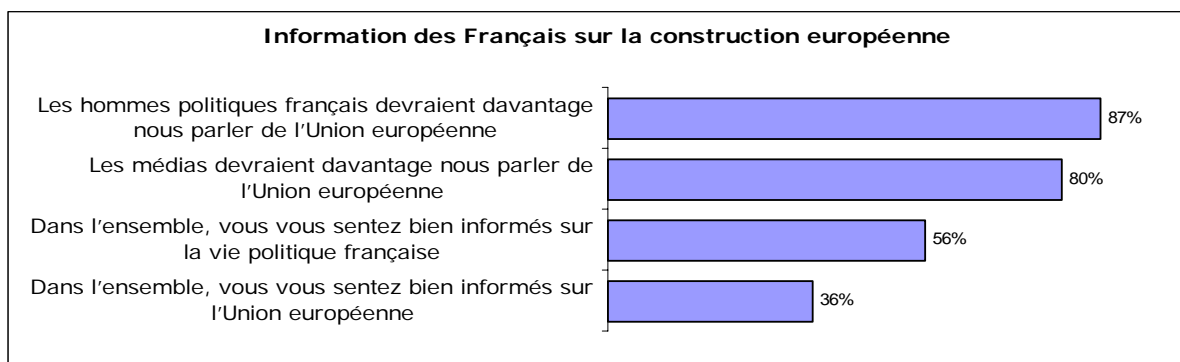
L'examen des réponses données aux premières questions de cet Eurobaromètre Flash montre que les Français expriment des visions différentes de la construction européenne selon qu'ils se situent parmi ceux qui ont répondu favorablement au projet de Constitution lors du référendum du 29 mai 2005 ou, au contraire, parmi ceux qui ont choisi de rejeter le texte. Il s'agit à présent de s'interroger sur les informations sur lesquelles les Français s'appuient.

3.1. Information sur la construction européenne

Source questionnaire : Q.11

- Un déficit chronique d'information sur l'Union européenne et une soif d'information européenne : 80% des Français souhaitent une plus ample couverture de l'U.E. par les médias –

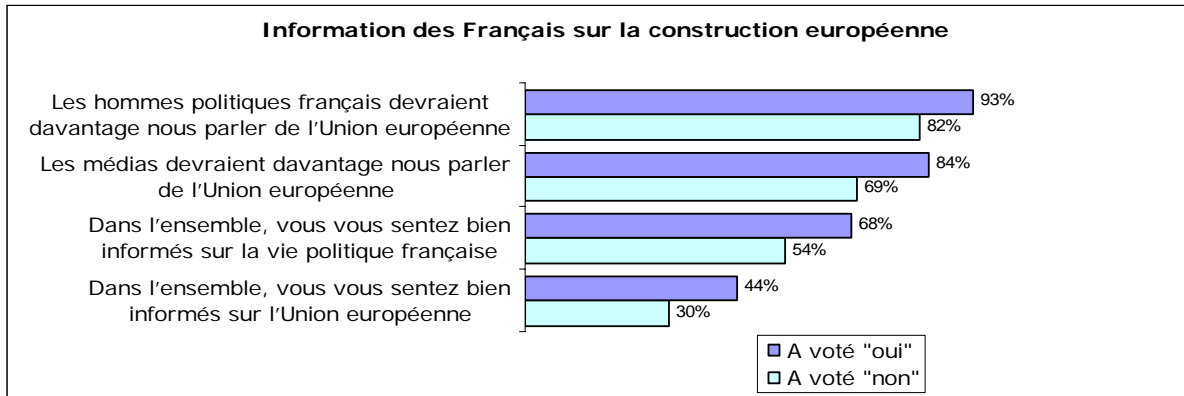
Près des deux tiers des Français (63% exactement) ne se sentent pas bien informés sur l'Union européenne. D'une manière générale, les Français estiment être mieux informés sur la vie politique française (56%). Ils indiquent que **les hommes politiques français (87%) et les médias (80%) devraient davantage leur parler de l'Union européenne.**¹⁸



Les Français qui ont choisi l'option du « non » lors du référendum se sentent moins bien informés sur l'Union européenne que les Français qui se sont prononcés en faveur du projet de Constitution (-14 points de différence). Mais ils se sentent également moins informés sur la vie politique française (écart de -14 points également). Autrement dit, il s'agit là d'une population apparemment moins politisée en moyenne. Les

¹⁸ Q11.6-7, 9-10. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ? Dans l'ensemble, vous vous sentez bien informés sur la vie politique française / Dans l'ensemble, vous vous sentez bien informés sur l'Union européenne / Les hommes politiques français devraient davantage nous parler de l'Union européenne / Les médias devraient davantage nous parler de l'Union européenne.

partisans du « non » sont également moins désireux d'obtenir des informations sur l'Union européenne auprès des hommes politiques français (-11 points) et via les médias (-15 points). Il n'en demeure pas moins que les attentes vis-à-vis du personnel politique comme des médias s'expriment avec force dans toutes les catégories de la population.¹⁹



3.2. Modalités d'organisation d'un débat citoyen

Source questionnaire : Q.15 & Q.13

- Une très forte majorité en faveur d'un débat citoyen sur la construction européenne ; les élus locaux et régionaux majoritairement désignés pour animer les débats sur la construction européenne -

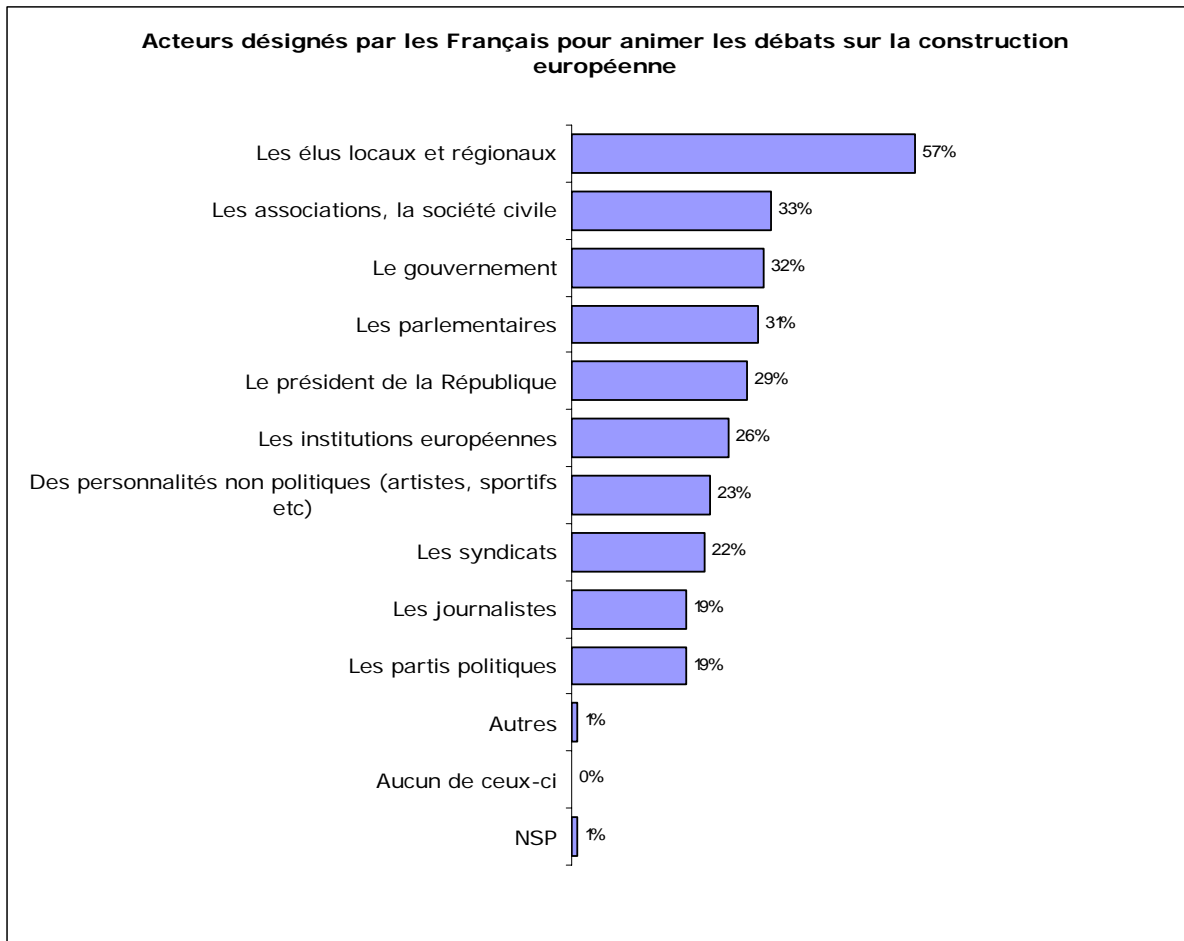
L'idée d'organiser des débats sur la construction européenne semble susciter un réel intérêt pour l'immense majorité des Français (84% d'entre eux estiment en effet qu'il s'agit d'une initiative susceptible de les intéresser)²⁰. Ils restent cependant partagés quant à la manière la plus appropriée d'organiser ce débat, à savoir au niveau national (46% de citations), au niveau régional (39%), au niveau local (30%) ou au niveau européen (30%).²¹ Dans le même temps, **une majorité de Français s'accordent à dire que ces débats devraient être animés avant tout par les élus locaux et régionaux (57%)**, signe que la

¹⁹ Q11.5-7, 10. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ? Les hommes politiques pensent à leur intérêt personnel avant de penser à l'intérêt général / Dans l'ensemble, vous vous sentez bien informés sur la vie politique française / Dans l'ensemble, vous vous sentez bien informés sur l'Union européenne / Les médias devraient davantage nous parler de l'Union européenne.

²⁰ Q15. Et diriez-vous que des débats sur la construction européenne, c'est quelque chose qui peut vous intéresser... ? Beaucoup / Un peu / Pas vraiment / Pas du tout.

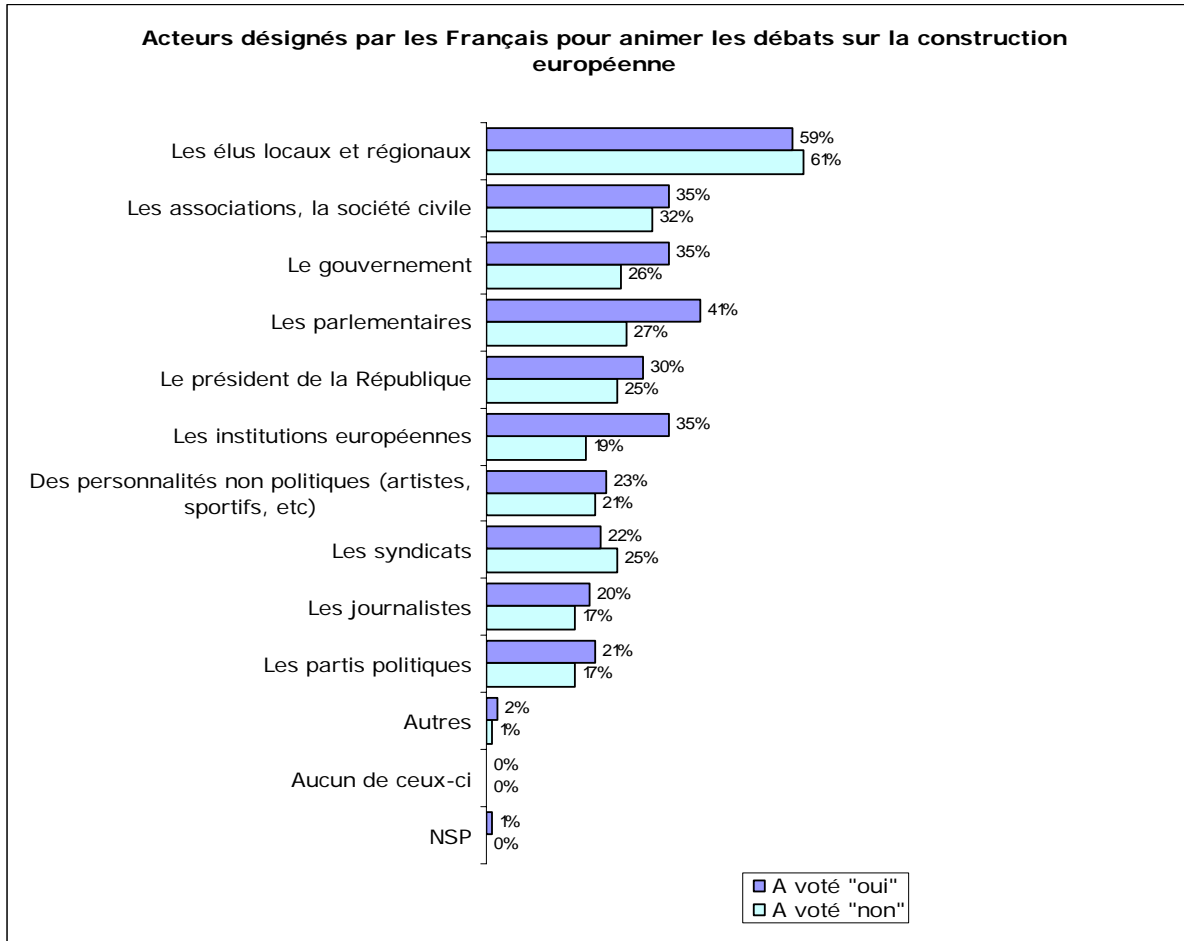
²¹ Q12. Il a été récemment décidé de lancer un plan « D » comme Démocratie, Dialogue et Débat. L'objectif est d'ouvrir un large débat sur la construction européenne. Selon vous, à quel niveau ces débats sur la construction européenne devraient-il être organisés en priorité ? Au niveau local / Au niveau régional / Au niveau national / Au niveau européen.

proximité du niveau d'organisation semble être un élément important dans la réussite d'une telle entreprise.²²



Les partisans du « non » sont plus réticents en ce qui concerne l'organisation d'un tel débat par les institutions européennes (-16 points par rapport aux partisans du « oui »), les parlementaires (-14 points) et le gouvernement (-9 points). L'observation de niveaux de citations moins importants auprès de cette population précise des opposants au traité peut également se révéler comme un signe de défiance à l'égard de ces acteurs.

²² Q13. Et selon vous, qui devrait être au premier plan pour animer ces débats sur la construction européenne ? Le président de la République / Le gouvernement / Les parlementaires / Les élus locaux et régionaux / Les institutions européennes / Les partis politiques / Les syndicats / Les associations, la société civile / Des personnalités non politiques (artistes, sportifs etc) / Les journalistes.

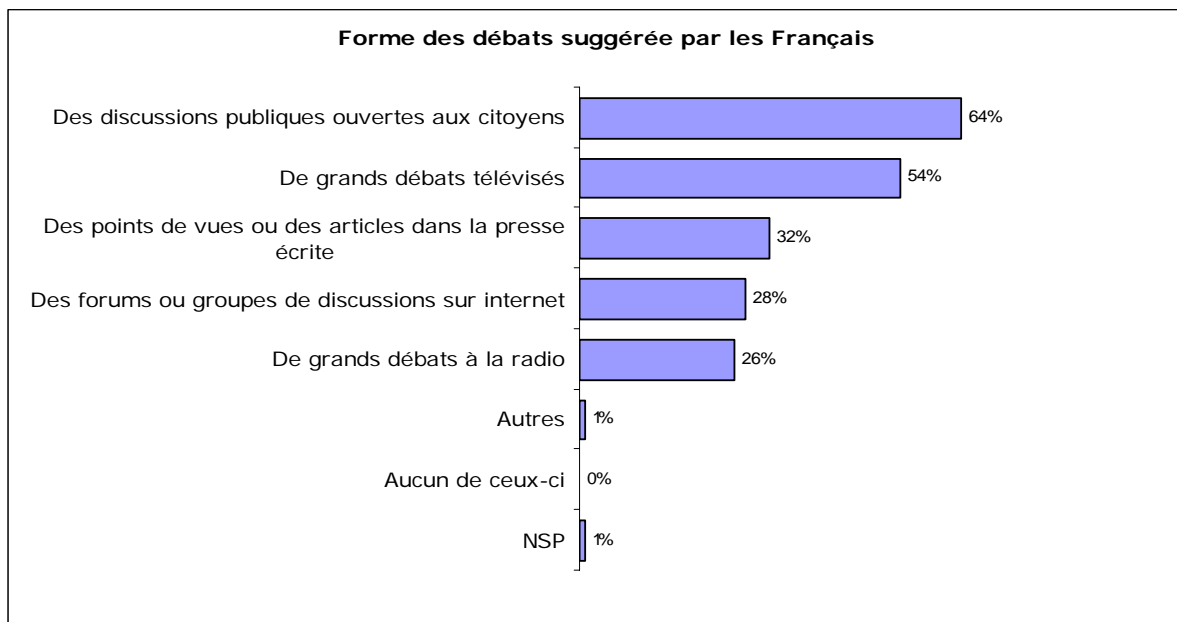


Une majorité de Français souhaitent que ces débats aient lieu sous forme de discussions publiques ouvertes aux citoyens (64%) ou de grands débats télévisés (54%).²³ Des articles dans la presse écrite, l'organisation de forums sur Internet ou encore de grands débats à la radio ne recueillent qu'environ un tiers des citations chacun. Internet séduit toutefois près de deux personnes sur cinq chez les moins de 40 ans.

Rappelons ici que les enquêtes Eurobaromètre Standard montrent régulièrement que **la télévision reste le média le plus plébiscité en termes de moyen d'information sur l'Union européenne**. Les résultats de cette enquête en sont un nouvel exemple mais mettent également en avant le désir d'un mode d'information encore plus direct à savoir l'organisation de discussions publiques ouvertes aux citoyens. Sans vouloir minimiser ce résultat, il faut sans doute y voir davantage le souhait d'une diffusion de l'information à la fois directe et dynamique qu'un indicateur de participation à de tels débats. En d'autres termes, les

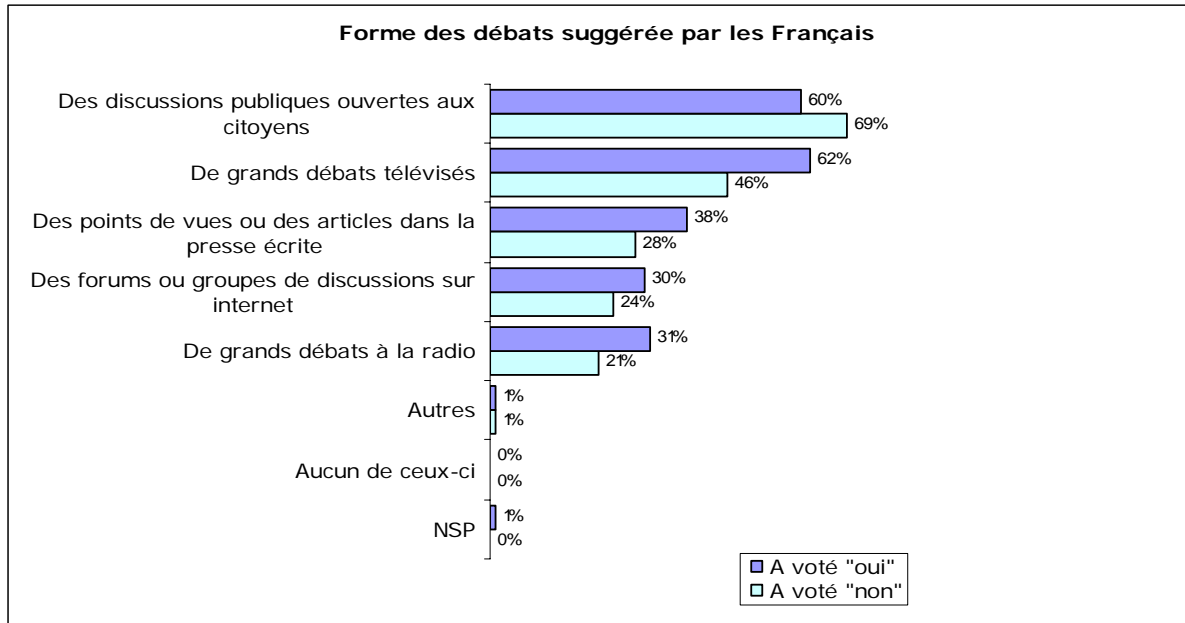
²³ Q14. Et selon vous, quelle forme ces débats devraient-ils prendre ? Des discussions publiques ouvertes aux citoyens / De grands débats télévisés / De grands débats à la radio / Des points de vues ou des articles dans la presse écrite / Des forums ou groupes de discussions sur Internet.

répondants manifestent ici le souhait de pouvoir mieux comprendre la construction européenne et échanger sur ce thème pour *in fine* bénéficier d'une information à laquelle ils peuvent immédiatement réagir ou approfondir. D'ailleurs, et même s'il ne s'agit nullement d'un pronostic sur une éventuelle participation future, **78% des personnes interrogées se disent prêtes à participer à de tels débats sur la construction européenne**. Un résultat encourageant qui révèle une certaine attente vis-à-vis d'une diffusion de l'information qui corresponde davantage aux interrogations des Français sur l'Europe.²⁴



²⁴ Q16. Et seriez-vous, personnellement, prêt(e) à suivre de tels débats sur la construction européenne ? Oui, certainement / Oui, probablement / Non, probablement pas / Non, certainement pas.

Les partisans du « non » sont davantage acquis à l'idée d'organiser des discussions publiques ouvertes aux citoyens (+9 points de différence avec les électeurs du « oui ») alors que les partisans du « oui » semblent plutôt disposés à suivre de grands débats télévisés (+16 points).



A l'issue des deux premiers chapitres, il apparaît que la perception de l'Union européenne et de la construction européenne au sein de la population française varie sensiblement selon que cette perception est formulée par les partisans du traité ou ses détracteurs. Au cours du chapitre qui suit, il s'agira de mettre en lumière la manière dont ces deux groupes de répondants envisagent l'avenir de la construction européenne.

IV. L'avenir de l'Union européenne

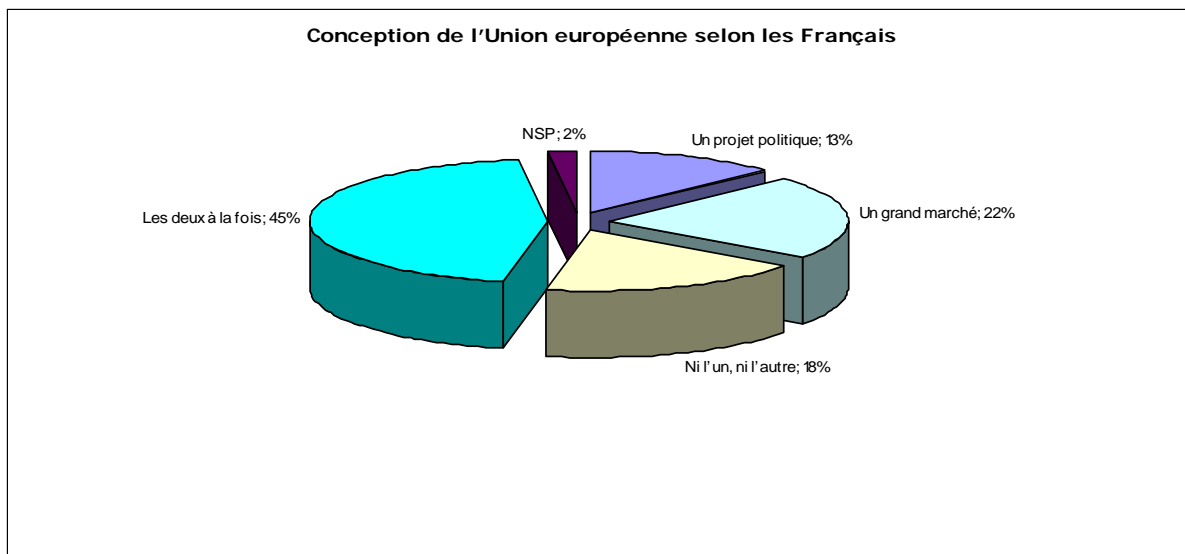
Cette dernière partie du rapport s'appliquera à mettre en lumière le positionnement des français sur quelques enjeux essentiels pour l'avenir de la construction européenne : comment l'Union européenne peut-elle articuler le projet politique qui la sous-tend et le grand marché qui la justifie au niveau économique ? Nous regarderons ensuite comment les Français se situent, moins d'un an après le référendum, par rapport à l'idée d'une Constitution européenne. Enfin, nous aborderons l'attitude générale des Français par rapport à l'élargissement de l'Union européenne dans sa double dimension historique (le dernier élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux pays en 2004) et à venir (les perspectives d'adhésion de la Turquie, de la Croatie, de la Bulgarie et de la Roumanie).

1. Conception de la construction européenne

Source questionnaire : Q.6

*- L'Union européenne, pour près d'un Français sur deux :
un projet tant économique que politique -*

Selon 45% des Français, l'Union européenne devrait être à la fois un grand marché et un projet politique.²⁵



Dans le même temps, **les Français s'opposent à une plus grande intégration européenne qui pourrait entraîner la perte d'une partie de souveraineté pour les**

²⁵ Q6. Selon vous, l'Union européenne devrait-elle être avant tout...? Un grand marché / Un projet politique / Les deux à la fois / Ni l'un, ni l'autre.

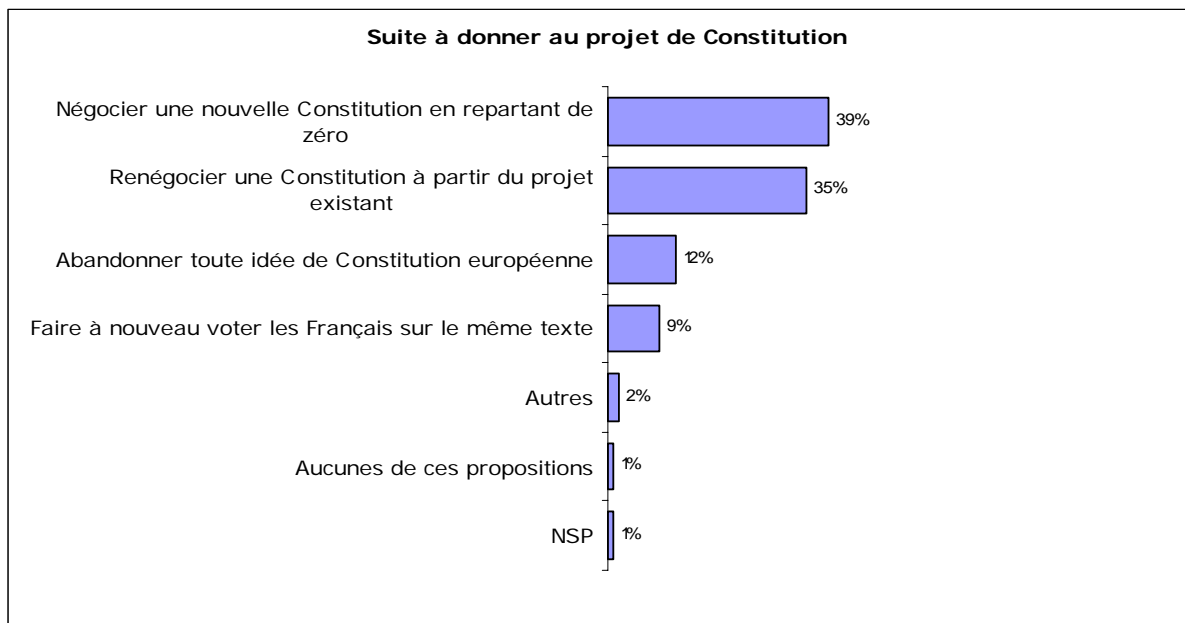
Etats membres (55%). Cette opposition prédomine parmi les Français qui ont rejeté le traité (68%). A l'inverse, les Français qui ont voté « oui » lors du référendum sont en faveur d'une telle intégration (59%).²⁶

2. Le projet de Constitution européenne

Source questionnaire : Q.8

- Seuls 12% des Français prônent l'abandon de toute idée de Constitution –

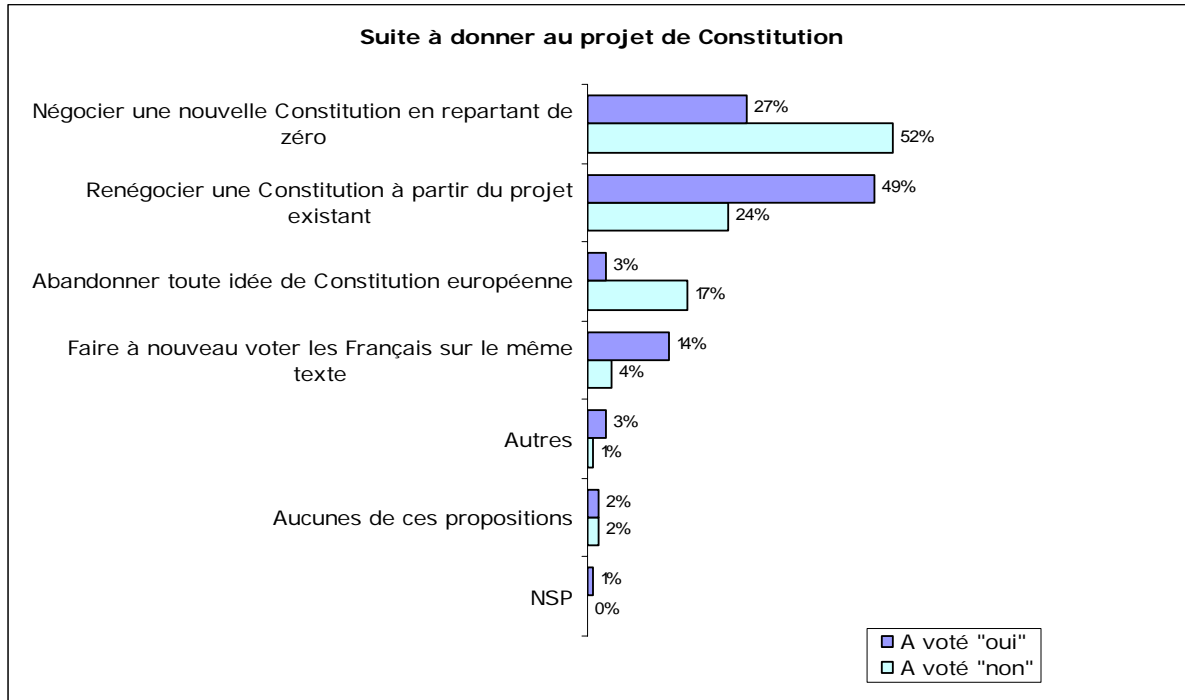
Huit mois après le référendum, une forte majorité de Français se montrent attachés à l'idée d'une Constitution européenne. Selon eux, **il faudrait renégocier une telle Constitution en repartant de zéro (39%) ou bien en repartant du projet existant (35%)**. Seuls 12% d'entre eux estiment qu'il serait plus opportun d'abandonner toute idée de Constitution européenne. 9% aimeraient que les Français soient à nouveau appelés à se prononcer sur le même texte.²⁷



²⁶ Q4.10. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ? On devrait aller vers une plus grande intégration européenne même si les Etats membres doivent perdre une partie de leur souveraineté.

²⁷ Q8. Le 29 mai dernier, 55% des électeurs français se sont prononcés contre le projet de Constitution européenne. Selon vous, que faudrait-il faire aujourd'hui ? Faire à nouveau voter les Français sur le même texte / Renégocier une Constitution à partir du projet existant / Négocier une nouvelle Constitution en repartant de zéro / Abandonner toute idée de Constitution européenne / Autres / Aucune de ces propositions/ NSP.

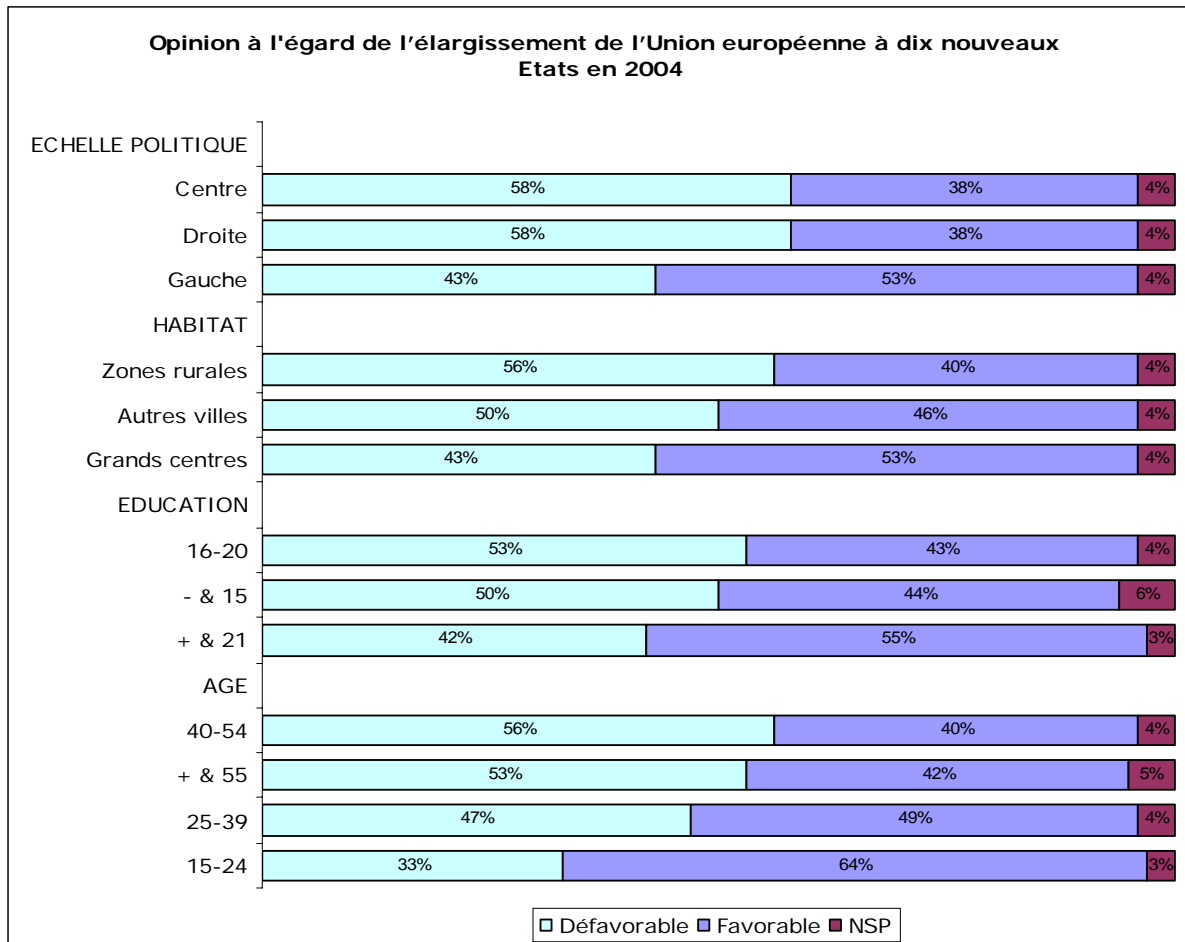
Les Français qui s'étaient déclarés en faveur du « non » lors du référendum du 29 mai 2005 suggèrent majoritairement de négocier une nouvelle Constitution en repartant de zéro (52%) ; seuls 17% d'entre eux privilégient l'abandon de toute idée de Constitution. Indirectement ceci confirme les résultats d'autres enquêtes Eurobaromètre sur le sujet, à savoir que la majorité des opposants français au Traité actuel ne remettent pas en cause le concept même d'une Constitution. Les partisans du « oui » privilégient quant à eux une renégociation du projet actuel (49%).



3. Un futur élargissement

3.1. Attitude générale des Français à l'égard du processus d'élargissement

Lorsqu'on les invite à revenir sur l'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux pays en 2004, les Français fournissent des réponses partagées : selon 49% d'entre eux, cela a été une mauvaise chose, alors que 47% portent un regard positif sur cet événement. **Les Français se déclarant proches de la droite (58%) portent un regard plus défavorable sur la vague d'adhésions qui a eu lieu en 2004 que ceux qui se situent à la gauche de l'échiquier politique (43%).** Parmi les répondants qui jugent que cet élargissement a été une mauvaise chose, on retrouve principalement les 40-54 ans (56%) et les plus de 55 ans (53%), les Français qui ont mis un terme à leurs études avant l'âge de 21 ans (de 50 à 53%) et les habitants de zones rurales (56%).²⁸



²⁸ Q4.8. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ? L'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux Etats en 2004 a été une bonne chose.

Dans la perspective d'un nouvel élargissement, **un Français sur deux indique que l'on ne peut pas définir les frontières définitives de l'Union car elle a vocation à s'étendre à tout pays européen souhaitant y adhérer et partageant ses valeurs.** Cette opinion est contredite par 47% des personnes interrogées qui jugent au contraire qu'il est nécessaire de se mettre d'accord sur les frontières définitives de l'Union européenne avant tout nouvel élargissement. Les Français qui ont voté « non » lors du référendum indiquent majoritairement que des frontières définitives doivent être dessinées *a priori* tandis que les électeurs du « oui » estiment pour la plupart qu'il n'est pas possible de définir ces frontières (55%).²⁹

Au sein des catégories d'âge, **les plus de 55 ans (54%) se déclarent majoritairement en faveur de la définition de frontières pour l'Union européenne.** Cette attitude tranche avec celle des moins de 55 ans. On observe également un clivage entre les Français qui ont poursuivi de longues études et les Français qui sont sortis plus tôt du système éducatif, qui se prononcent davantage en faveur d'une fixation des frontières définitives de l'Union. Alors que les premiers se positionnent pour un nouvel élargissement (57%), les seconds insistent sur la nécessité de limiter ce processus (50-52%). De même, les habitants de zones rurales (51%) se montrent plus soucieux de définir les frontières de l'Union européenne que les citoyens des grands centres urbains (44%).

3.2. Perspectives d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie

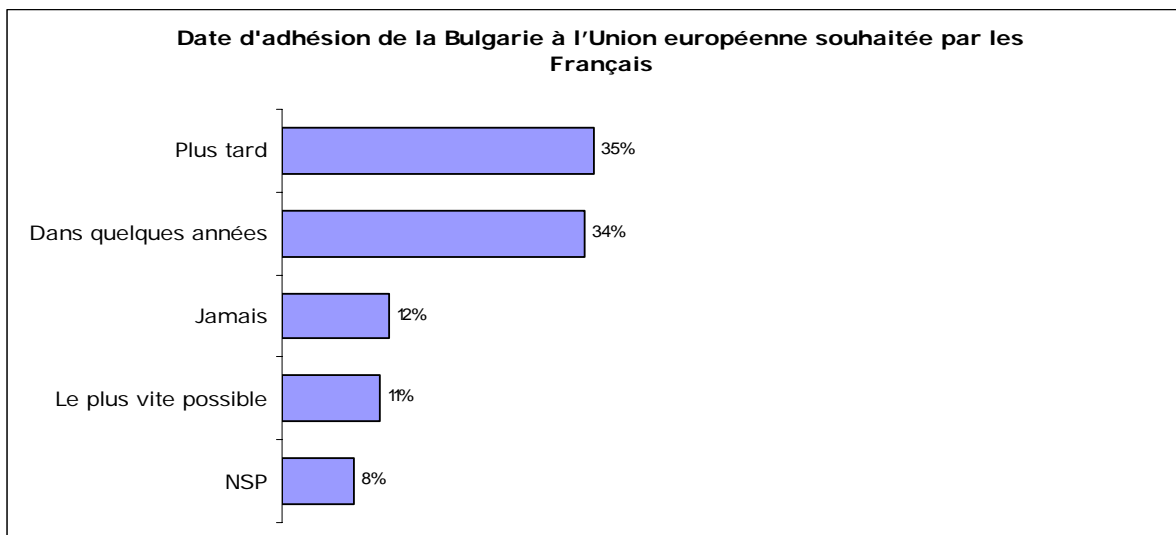
Source questionnaire : Q.9.b.c.d

- L'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie majoritairement acceptée, mais divergences sur le calendrier -

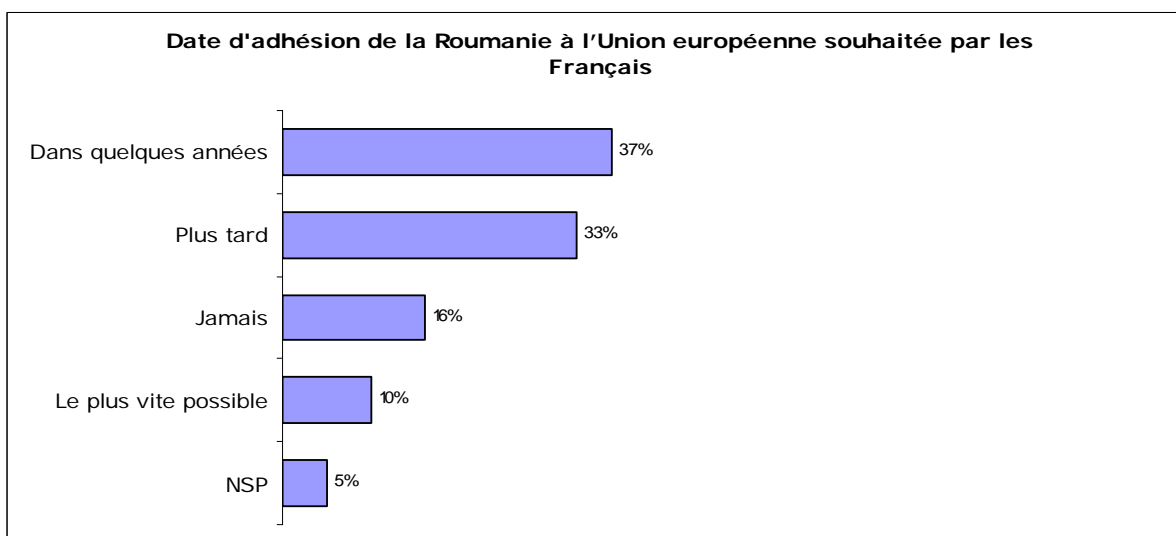
Le 25 avril 2005, la Bulgarie et la Roumanie ont signé le traité d'adhésion à l'Union européenne, en vue de leur entrée dans l'Union qui pourrait devenir effective le 1er janvier 2007. Lorsqu'on les interroge quant au calendrier qu'ils souhaiteraient voir adopter pour l'adhésion – pourtant déjà planifiée- de ces pays, les Français répondent majoritairement « dans quelques années » ou « plus tard ».

²⁹ Q10. Avec laquelle de ces deux propositions êtes-vous le plus d'accord...? Avant tout nouvel élargissement, il est nécessaire de se mettre d'accord sur les frontières définitives de l'Union européenne / On ne peut pas définir les frontières définitives de l'Union car elle a vocation à s'étendre à tout pays européen souhaitant y adhérer et partageant ses valeurs.

Plus précisément, les chiffres sont de respectivement 34% et 35% pour **la Bulgarie**, tandis que 11% suggèrent une adhésion la plus rapide possible. Enfin, 12% des Français préféreraient que la Bulgarie ne fasse jamais partie de l'Union européenne.³⁰



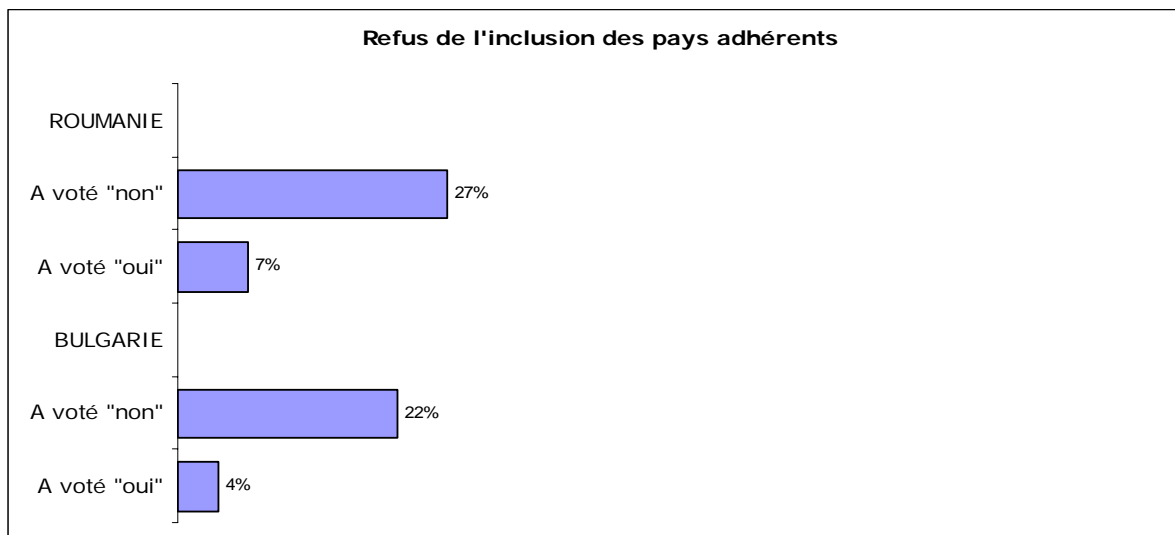
Les personnes interrogées proposent un calendrier relativement similaire en ce qui concerne **la Roumanie**. Celle-ci ne devrait, selon eux, rejoindre les pays de l'Union que dans quelques années (37%) ou plus tard (33%). Enfin, 10% soutiennent une adhésion rapide et 16% des Français s'opposent à cette adhésion.³¹



³⁰ Q9c. Souhaiteriez-vous que la Bulgarie adhère à l'Union européenne...? Le plus vite possible / Dans quelques années / Plus tard/ Jamais / NSP.

³¹ Q9d. Souhaiteriez-vous que la Roumanie adhère à l'Union européenne...? Le plus vite possible / Dans quelques années / Plus tard / Jamais / NSP.

Le refus de l'inclusion de ces pays adhérents à l'Union européenne est surtout le fait des Français qui ont choisi de rejeter le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe.



3.3. Perspectives d'adhésion de la Turquie et de la Croatie

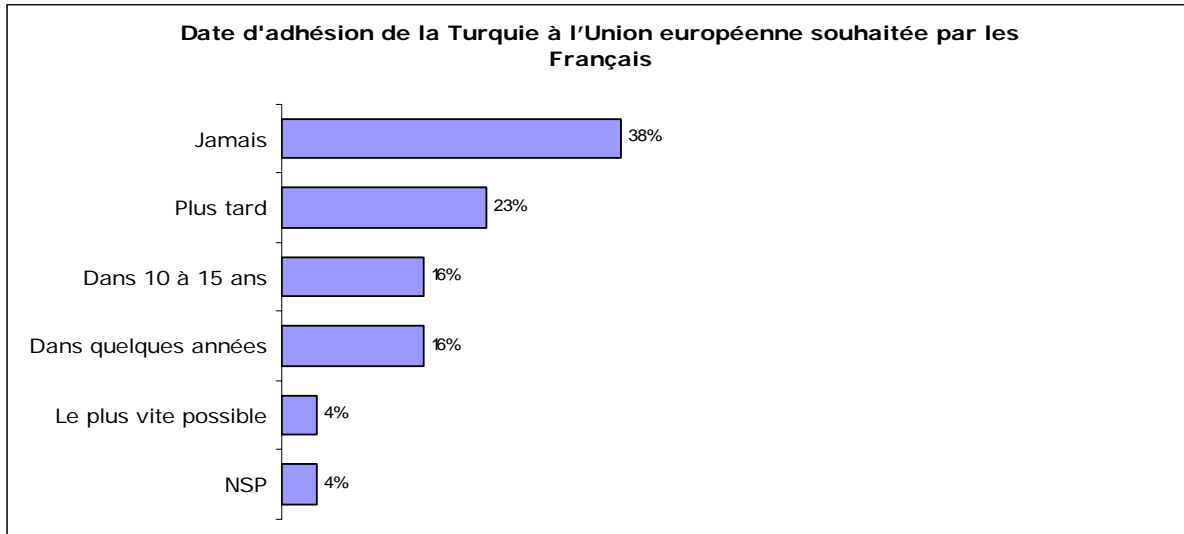
Source questionnaire : Q.9.a

- L'adhésion de la Turquie suscite davantage de réserves -

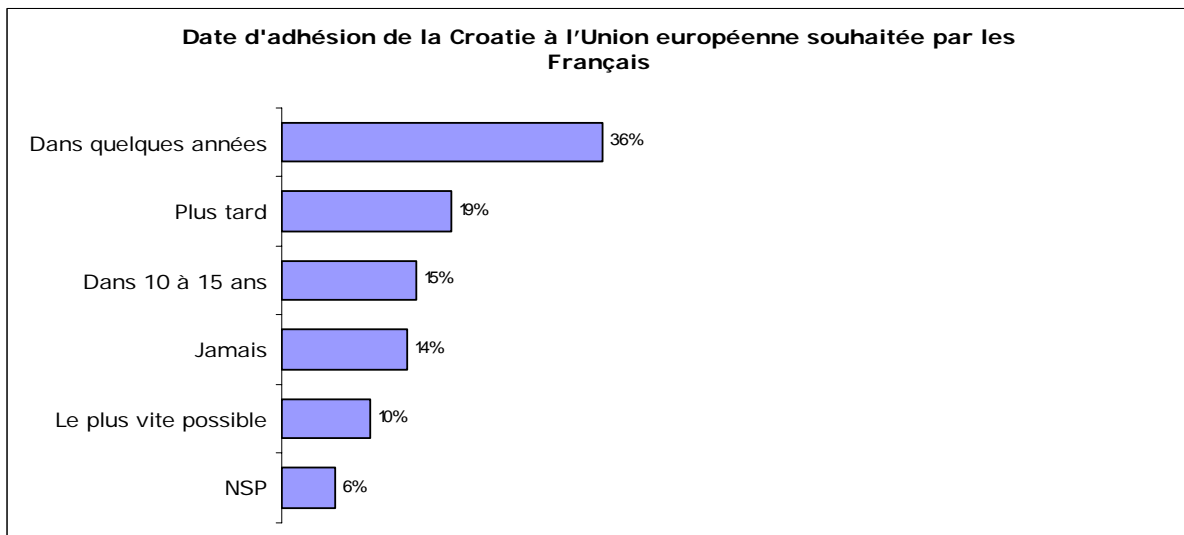
Le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne a été respectivement accordé à la Turquie et la Croatie en décembre 1999 et juin 2004. Lorsqu'on aborde des discussions au sujet d'une possible date d'adhésion de ces deux pays, les Français offrent des réponses contrastées.

Alors que **les Français se prononcent majoritairement contre l'entrée de la Turquie lorsqu'un choix binaire (pour ou contre) leur est proposé**, comme en témoignent régulièrement les vagues de l'Eurobaromètre Standard, le mode de questionnement retenu ici, centré sur le calendrier souhaité, permet à des opinions plus nuancées de s'exprimer. S'il est vrai que pour 38% des Français, la Turquie ne devrait jamais entrer dans l'Union, **59% envisagent une adhésion à plus ou moins long terme** (20% le plus vite possible ou dans quelques années, 16% dans 10-15 ans, 23% plus tard) .³²

³² Q9a. Souhaiteriez-vous que la Turquie adhère à l'Union européenne...? Le plus vite possible / Dans quelques années / Dans 10 à 15 ans / Plus tard / Jamais / NSP.

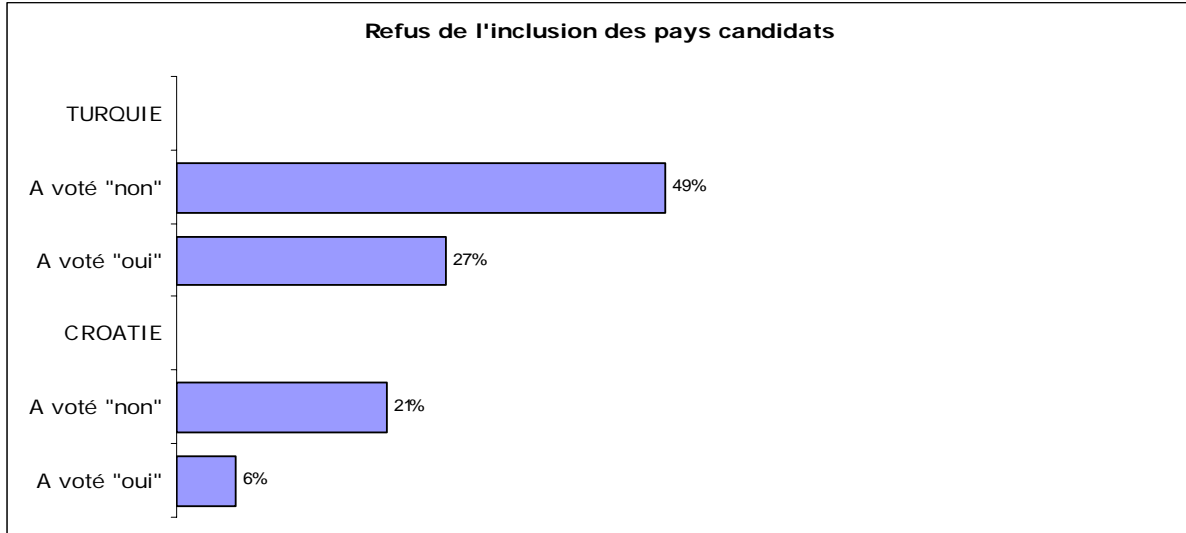


Les Français sont plus enclins à envisager une adhésion de la Croatie, même si 10% à peine souhaitent qu'elle intervienne le plus vite possible. Pour beaucoup de sondés, il est préférable que celle-ci ait lieu dans quelques années (36%), dans 10-15 ans (15%) ou plus tard (19%). 14% des Français souhaitent que la Croatie ne rejoigne pas l'Union européenne.³³



³³ Q9b. Souhaiteriez-vous que la Croatie adhère à l'Union européenne...? Le plus vite possible / Dans quelques années / Dans 10 à 15 ans / Plus tard / Jamais / NSP.

Ici également, il apparaît que **les répondants qui ont voté « non » lors du référendum du 29 mai 2005 sont plus nombreux à refuser l'adhésion des pays candidats.**



V. Conclusion

Le résultat négatif du référendum organisé le 29 mai 2005 sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe ne constitue en rien la fin de l'Europe. Certes, si les votants ont majoritairement manifesté leur opposition au projet de Traité constitutionnel, la présente analyse montre qu'au-delà du « séisme » fréquemment évoqué au lendemain du 29 mai, **les attentes des Français appellent à un nouveau départ.**

Les résultats de l'étude témoignent en effet des fortes attentes des Français en matière d'« Europe ». Au-delà des 75% des Français qui pensent que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne est une bonne chose, l'enseignement important de ce rapport est que **les Français voient majoritairement dans l'Union européenne un vecteur positif d'action susceptible de mieux résoudre les problèmes** : à titre de rappel, citons les résultats pour la recherche et l'innovation technologique (88%), la protection de l'environnement (82%), la lutte contre le terrorisme (82%) et la compétitivité des entreprises (65%).

Les attentes des Français en faveur d'un nouveau départ procèdent également des **acquis positifs de la construction européenne** dont ils estiment qu'elle a permis de garantir la paix sur le continent européen (79%), de rendre l'Europe plus forte face au reste du monde (75%) et de mieux lutter contre les effets négatifs de la mondialisation (54%). C'est précisément sur ce dernier point – la mondialisation, l'emploi, la lutte contre le chômage – que **l'Europe doit aujourd'hui convaincre**. Il est utile de rappeler que les partisans du traité sont davantage convaincus que les partisans du « non » que la construction européenne a des effets politiques ou économiques positifs au niveau international. **La mondialisation suscite des craintes**, mais plus d'un Français sur deux pense que l'Europe peut y apporter une réponse positive.

L'Europe doit aujourd'hui gagner en crédibilité. Pour ce faire, l'Union doit répondre concrètement à cette interpellation indirecte: pour une majorité des sondés, la construction européenne génère des effets négatifs en ce qui concerne le coût de la vie (65%) et la situation de l'emploi (63%). Les études Eurobaromètre montrent que les citoyens français, mais d'une façon plus large les citoyens européens, ont soif d'**une Europe concrète qui leur apporte prospérité et sécurité.**

Parallèlement à cette exigence, **les Français ne se sentent pas bien informés sur l'Union européenne (63%)** et jugent que la construction européenne est trop éloignée des préoccupations des citoyens (82%). Aussi sont-ils très favorables à la tenue d'un débat citoyen sur la construction européenne (84%). La légitimité du « Plan D » (Démocratie, Dialogue et Débat)³⁴ lancé par la Commission européenne, s'en trouve renforcée. Aux yeux des Français, les élus locaux et régionaux, ainsi que la société civile, devraient y tenir toute leur place.

³⁴ Communication de la Commission européenne : « Contribution de la Commission à la période de réflexion et au-delà : Le Plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat ». COM(2005) 494 final. 13.10.2005.

